



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 25 février-1^{er} mars 2019

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 7 décembre 2018	WFP/EB.1/2019/6-A/5/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays – République dominicaine (2019-2023)

Durée	1 ^{er} janvier 2019-31 décembre 2023
Coût total pour le PAM	10 174 911 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

En République dominicaine, une croissance économique remarquable et la mise en œuvre de politiques sociales ont contribué à faire reculer la faim et la pauvreté. Les inégalités et l'exclusion demeurent toutefois marquées et près de la moitié de la population est fortement exposée au risque de sombrer dans la pauvreté. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire, le retard de croissance, l'anémie, le surpoids et l'obésité demeurent très préoccupants. Un accès limité aux aliments, l'absence d'éducation nutritionnelle, de mauvaises habitudes alimentaires, l'absence de réglementation dans le secteur des produits alimentaires, l'inégalité de genre et la pauvreté extrême sont les principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans le pays.

Les priorités nationales en matière de développement sont énoncées dans la stratégie de développement dont l'exécution s'achèvera en 2030. Avec l'appui du PAM, un plan par étapes a été mis au point au titre de l'objectif de développement durable 2 et les priorités suivantes ont été fixées en vue de l'élimination de la faim: améliorer la conception et la mise en œuvre des cadres juridiques liés à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à l'agriculture durable et à la réduction des risques de catastrophe; améliorer la conception et la mise en œuvre des

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique Latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. W. Vigil
Directeur de pays
courriel: william.vigil@wfp.org

programmes axés sur la protection sociale, la santé publique et l'agriculture durable; produire des séries de données cohérentes ventilées par sexe et par groupe d'âge, ainsi que des analyses par sexe, portant sur la situation en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et sur les politiques et les programmes existants dans ce domaine; fournir des ressources suffisantes pour les programmes et les interventions; renforcer les institutions publiques, en particulier dans le domaine des ressources humaines; promouvoir l'éducation à la nutrition; assurer une coordination interinstitutionnelle.

Le présent plan stratégique de pays est fondé sur les recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro et des consultations menées avec le Gouvernement et les principales parties prenantes. Il a été élaboré par le bureau de pays du PAM conformément aux attentes du Gouvernement et en tenant compte de l'action menée par celui-ci pour atteindre l'objectif Faim zéro. La contribution du PAM consistera principalement à mettre à disposition ses compétences en matière de nutrition, de protection sociale et d'intervention en cas de crise, et à jouer un rôle de coordination auprès des parties prenantes. Aux yeux du Gouvernement, le partenariat avec le PAM est une garantie de qualité et facilite les initiatives contre la faim. L'approche utilisée dans le plan stratégique de pays vise à impliquer l'ensemble de la société, c'est-à-dire les autorités nationales et provinciales, les organismes de gestion des catastrophes, les organisations non gouvernementales nationales, la Croix-Rouge internationale et le secteur privé, ainsi que d'autres institutions, et à ne faire "aucun laissé-pour-compte"¹. Le concours apporté par le PAM aux parties prenantes nationales obéira à une approche intégrée et multisectorielle, centrée sur la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et visera trois effets directs stratégiques:

- D'ici à 2023, les organisations de la société civile et les institutions publiques et privées de République dominicaine sont consolidées, sont en mesure d'agir en coordination et de régler les problèmes auxquels se heurtent les populations les plus vulnérables dans l'optique de l'élimination de la faim.
- D'ici à 2023, l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables s'améliore.
- D'ici à 2023, les systèmes nationaux et locaux sont renforcés et coordonnés, améliorant ainsi la résilience face aux chocs, l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe parmi les populations vulnérables.

Le PAM intensifiera son appui à la prise de décisions par les pouvoirs publics sous diverses formes: sensibilisation, communication, élaboration de programmes de haute qualité et assistance technique. Il renforcera et élargira ses partenariats avec les parties prenantes gouvernementales, notamment le Cabinet du Vice-Président, le Ministère de la Présidence, le Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale, le Ministère de l'éducation, l'autorité nationale chargée des cantines publiques, l'Institut national pour le développement de la petite enfance et le système national pour la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et l'intervention en cas de crise. Il établira de nouveaux partenariats avec le secteur privé, les universités, d'autres institutions des Nations Unies, des donateurs et la société civile et continuera de collaborer avec les autres organismes ayant leur siège à Rome.

Le présent plan stratégique de pays contribuera à l'exécution de la stratégie nationale de développement de la République dominicaine, du plan par étapes relatif à l'objectif de développement durable 2, du plan national pour la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du plan national pour la gestion des risques de catastrophe et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2017-2022, ainsi qu'à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17 et des résultats stratégiques 2 et 5 du PAM.

¹ PAM. 2017. *The Whole of Society Approach to Zero Hunger*. Disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/25d7439d3951478d8b5fb4e4687cea7b/download/>.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la République dominicaine (2019–2023) (WFP/EB.1/2019/6-A/5), pour un coût total pour le PAM de 10 174 911 dollars É.-U.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. La République dominicaine est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure peuplé d'environ 11 millions d'habitants². Elle est située sur l'île d'Hispaniola, qu'elle partage avec Haïti et sa superficie de 48 442 km² en fait le deuxième plus vaste pays des Antilles.
2. La croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) est de 5,3 pour cent par an³. Toutefois, ce résultat remarquable ne se traduit pas par des progrès notables sur le plan social. Les inégalités et l'exclusion demeurent marquées. Selon l'indice de développement humain pour 2016, la République dominicaine se classe parmi les pays à "développement humain élevé" avec un score de 0,722 – qui, une fois ajusté en fonction des inégalités, diminue toutefois de 21,7 pour cent pour s'établir à 0,565⁴. Le coefficient de Gini sur les inégalités de revenu est de 0,471⁵ et l'indice d'inégalité de genre pour 2017 de 0,451⁶.
3. En 2016, la prévalence de la pauvreté multidimensionnelle était de 23,1 pour cent et le taux de pauvreté s'élevait à 30,5 pour cent; 45,7 pour cent de la population était exposée à un risque élevé de pauvreté modérée s'il se produisait un choc important d'origine sociale, économique ou naturelle⁷. Des disparités de taille persistent s'agissant de la répartition de la richesse entre les zones rurales et urbaines, ainsi qu'entre hommes et femmes. La pauvreté extrême touche jusqu'à 45 pour cent de la population dans les régions rurales et frontalières. Les personnes les plus gravement touchées par la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont les femmes, les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les migrants d'origine haïtienne, les petits exploitants et les personnes handicapées⁸.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

² Estimation du Bureau national de la statistique pour 2018, fondée sur le recensement de la population à l'échelle nationale.

³ Banque mondiale. 2017. *Dominican Republic overview*. Voir <http://www.worldbank.org/en/country/dominicanrepublic/overview>.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2016. Rapport sur le développement humain: *Le développement humain pour tous*. Disponible à l'adresse: http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2016_report_french_web.pdf.

⁵ Estimation du Ministère de l'économie, de la planification et du développement pour 2016. *Boletín de Estadísticas Oficiales de Pobreza Monetaria*. Année 2, n° 4. Octobre 2017. Disponible à l'adresse: <http://economia.gob.do/wp-content/uploads/drive/UAAES/Informes%20%26%20Boletines/Pobreza%20monetaria/Boletin%20de%20Estadisticas%20Oficiales%20de%20Pobreza%20Monetaria%204%20final.pdf>.

⁶ PNUD. 2015. Indice d'inégalité de genre. Disponible à l'adresse: <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>. Consulté le 10 novembre 2018.

⁷ PNUD. 2016. *Regional Human Development Report for Latin America and the Caribbean - Multidimensional progress: Well-being beyond income*. Disponible à l'adresse: <https://crds.cepal.org/2/en/documents/undp-human-development-report-latin-america-and-caribbean-2016>.

⁸ Ministère de l'économie, de la planification et du développement. 2017. *Boletín de Estadísticas oficiales de Pobreza Monetaria*. Année 2, n° 4, octobre 2017. Disponible à l'adresse: <http://economia.gob.do/wp-content/uploads/drive/UAAES/Informes%20%26%20Boletines/Pobreza%20monetaria/Boletin%20de%20Estadisticas%20Oficiales%20de%20Pobreza%20Monetaria%204%20final.pdf>.

4. Malgré une production alimentaire abondante, la République dominicaine est un importateur net d'aliments⁹. Les systèmes alimentaires et les moyens d'existence y sont menacés par le changement climatique, les risques naturels et les chocs systémiques, tels que les fluctuations des prix des produits de base. D'après l'indice mondial des risques climatiques, la République dominicaine se classe au dixième rang des pays les plus vulnérables au changement climatique, son voisin Haïti occupant le deuxième rang¹⁰.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

5. *Accès à l'alimentation.* La prévalence de la faim dans le pays est "modérée"¹¹. Le nombre de personnes sous-alimentées est passé de 34,3 pour cent en 1990 à 12,3 pour cent en 2014-2016¹². Bien que les disponibilités alimentaires soient supérieures aux besoins dans la région¹³, l'accès aux denrées est entravé par les inégalités, le faible pouvoir d'achat des groupes vulnérables, la couverture limitée des services de base et des filets de sécurité, la réglementation inadéquate des marchés et de l'agriculture ainsi que la récurrence des catastrophes naturelles et des chocs économiques. La valeur de l'assortiment alimentaire de base représente en moyenne 2,25 fois le montant du salaire minimum, or 50 pour cent de la population active de la République dominicaine gagne moins que le salaire minimum¹⁴.
6. Le taux de chômage global s'élevait à 13,3 pour cent en 2016¹⁵ – deux fois plus élevé parmi les femmes que parmi les hommes. L'écart salarial entre les femmes et les hommes est de 21 pour cent en moyenne, mais atteint 42,8 pour cent¹⁶ dans le secteur informel. Seules 44,5 pour cent des femmes actives participent au marché du travail structuré, contre 74,5 pour cent des hommes. S'agissant du rapport de féminité dans les ménages pauvres, mesuré au moyen d'un indice, le pays enregistre le troisième score le plus élevé de la région (132). Les femmes âgées de 20 à 59 ans ont en effet une moins grande autonomie économique et un pouvoir d'achat plus faible, deux facteurs qui se traduisent par une plus grande vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition¹⁷.
7. Les consultations participatives menées aux fins de la formulation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2018-2022 et dans le cadre de l'examen stratégique Faim zéro ont révélé que les personnes âgées, la population dominicaine d'origine haïtienne, les petits exploitants et les journaliers, les pêcheurs, les femmes et les personnes souffrant de maladies chroniques comme le VIH ou la tuberculose

⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2016. République dominicaine. *Country fact sheet on food and agriculture policy trends*. Juillet. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/a-i5814e.pdf>.

¹⁰ Eckstein, D., Künzel, V. et Schäfer, L. 2018. *Global Climate Risk Index 2018*. Disponible à l'adresse: <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20432.pdf>.

¹¹ Von Grebmer, K. et al. 2017. *2017 Global Hunger Index: The Inequalities of Hunger*. Disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.2499/9780896292710>.

¹² FAO, Organisation panaméricaine de la santé et Organisation mondiale de la Santé. 2016. *Panorama of food and nutrition security in Latin America and the Caribbean*. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/americas/publicaciones-audio-video/panorama/2016/en/>.

¹³ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2018. *Food Security and Nutrition: Latin America and the Caribbean*. Disponible à l'adresse: <https://dds.cepal.org/san/estadisticas>.

¹⁴ Banque centrale de la République dominicaine. 2018. *Costo de la canasta básica familiar por quintiles y nacional: 2011-2018*. Disponible à l'adresse: https://gdc.bancentral.gov.do/Common/public/estadisticas/precios/documents/Costo_Canasta_quintiles_base_2010.xls.

¹⁵ Estimation de la Banque centrale de la République dominicaine pour 2016. Disponible à l'adresse: <https://www.bancentral.gov.do/a/d/2539-mercado-de-trabajo-enft>.

¹⁶ Observatoire politique de la République dominicaine, 2016. *Día Internacional de la Mujer: entre avances et retrocesos en República Dominicana*. Disponible à l'adresse: <https://www.bancentral.gov.do/a/d/2539-mercado-de-trabajo-enft>.

¹⁷ United Nations Gender Equality Observatory for Latin America and the Caribbean. 2014. *Índice de feminidad en hogares pobres: América Latina (17 países)*. Disponible à l'adresse: http://www.opd.org.do/images/PDF_ARTICULOS/Sociedad_Civil/Dia-Internacional-de-la-Mujer-2016.pdf.

étaient des groupes fortement exposés à l'insécurité alimentaire¹⁸. Une étude menée par le PAM en 2013¹⁹ sur les ménages comptant des personnes vivant avec le VIH/sida a constaté que 88 pour cent de ces ménages étaient touchés par l'insécurité alimentaire, dont 58 pour cent gravement.

8. *Fin de la malnutrition*. Le retard de croissance touche 7,1 pour cent des enfants de moins de 5 ans (8 pour cent de garçons et 6 pour cent de filles), ces pourcentages variant de manière significative en fonction du degré de pauvreté et du niveau d'instruction de la mère. Par exemple, le retard de croissance touche 11,3 pour cent des enfants dans le quintile le plus pauvre de la population, jusqu'à 13 pour cent des enfants dans les régions les plus pauvres et 10 pour cent des enfants dont la mère n'a pas reçu d'éducation formelle²⁰. Le taux de malnutrition aiguë, sans différenciation par sexe, est de 4 pour cent²¹. Le taux de grossesse chez les adolescentes, qui est de 20 pour cent, place le pays en deuxième position à ce titre dans la région²². C'est parmi les enfants de femmes âgées de moins de 20 ans que la prévalence de l'insuffisance pondérale, parfois dès la naissance, est la plus élevée²³.
9. Les carences en micronutriments constituent un grave problème de santé publique. L'anémie touche 34 pour cent des femmes et des filles en âge de procréer (de 15 à 49 ans), 37 pour cent des femmes et des filles ayant accouché au cours des 12 mois précédents, 28 pour cent des enfants de 6 à 59 mois et jusqu'à 61 pour cent des enfants âgés de 6 à 11 mois²⁴. Dans les ménages démunis, la prévalence de l'anémie parmi les enfants est plus élevée que la moyenne nationale²⁵. Seuls 6,7 pour cent des enfants sont exclusivement nourris au sein jusqu'à l'âge de 6 mois, ce qui place le pays à l'avant-dernier rang, dans la région, pour ce qui est de la prévalence de l'allaitement maternel exclusif²⁶.
10. L'obésité et le surpoids sont une préoccupation croissante: 7,6 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 28 pour cent des personnes âgées de 15 à 49 ans présentent une surcharge pondérale. Parmi les femmes, le taux de prévalence du surpoids et de l'obésité atteint 50,5 pour cent, contre 38,8 pour cent parmi les hommes. Si la prévalence du surpoids parmi les enfants de moins de 5 ans a diminué entre 1998 et 2012, les taux de surpoids et

¹⁸ Le taux de prévalence du VIH dans le pays est de 0,8 pour cent parmi les femmes et de 1 pour cent parmi les hommes.

¹⁹ Rojas, P. et al. 2011. "The HIV/AIDS epidemic in the Dominican Republic". *Journal of the International Association of Providers of AIDS Care*. Vol. 10, n°. 5. Disponible à l'adresse: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/21368008>.

²⁰ Ministère de l'économie, de la planification et du développement. *Sistema de indicadores sociales de la Republica Dominicana-Indicadores des Salud*. 2014. Disponible à l'adresse: <http://economia.gob.do/download/3504/google-driver/1kewmWtUOXEazrtzogsLfCmDHIA7KEWba/SISDOM%202016.%20Indicadores%20de%20Salud.pdf>.

²¹ Centre d'études sociales et démographiques, ICF International, Laboratoire national de la santé publique de la République dominicaine. 2013. *Encuesta demográfica y de salud*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/publications/publication-fr292-dhs-final-reports.cfm>.

²² Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Gender Equality Observatory for Latin America and the Caribbean. *Maternidad en adolescentes*. Disponible à l'adresse: <https://oig.cepal.org/es/indicadores/maternidad-adolescentes>.

²³ Centre d'études sociales et démographiques de la République dominicaine, ICF International, Laboratoire national de la santé publique de la République dominicaine. 2013. *Encuesta demográfica y de salud*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/publications/publication-fr292-dhs-final-reports.cfm>.

²⁴ Centre d'études sociales et démographiques de la République dominicaine et al. Enquête nationale sur les micronutriments en République dominicaine. 2009. Disponible à l'adresse: <http://ghdx.healthdata.org/record/dominican-republic-national-micronutrient-survey-2009>.

²⁵ PAM. 2015. *How the Government of the Dominican Republic Reduced Anemia by 50% in Vulnerable Children, with support from WFP: A Case Study on Nutrition-Sensitive Programming in a Middle Income Country*. Disponible à l'adresse: <https://www.wfp.org/content/how-government-dominican-republic-and-wfp-reduced-anemia-50-percent-children>.

²⁶ Centre d'études sociales et démographiques de la République dominicaine, ICF International, Laboratoire national de la santé publique de la République dominicaine. 2013. *Encuesta demográfica y de salud especial de la República Dominicana de 2013*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/publications/publication-fr292-dhs-final-reports.cfm>. Ce pourcentage est six fois moins élevé qu'en Haïti.

d'obésité enregistrés parmi les adultes ont progressé, sur cette même période, de 10 points de pourcentage et de 2,5 points de pourcentage, respectivement²⁷.

11. L'examen stratégique Faim zéro a mis en évidence les divers facteurs à l'origine de la malnutrition, notamment une faible diversité alimentaire imputable à divers facteurs: un accès limité aux aliments, l'absence d'éducation nutritionnelle, des modes de vie néfastes pour la santé, de mauvaises habitudes alimentaires, l'absence de réglementation des produits, une réglementation lacunaire ou faiblement respectée en matière d'enrichissement des aliments, l'inégalité de genre et la pauvreté extrême.
12. *Productivité et revenus des petits exploitants*. Dans le secteur agricole, la productivité est faible et les investissements en faveur de l'innovation sont minimes; 72 pour cent des exploitations sont de taille modeste ou très modeste; les petits agriculteurs ne possèdent que 38 pour cent de la superficie des terres cultivées. La part de l'agriculture dans le PIB est passée de 25,7 pour cent en 1965 à 5,8 pour cent en 2015, en partie du fait de la croissance d'autres secteurs économiques²⁸. L'indice d'orientation agricole s'élevait à 0,19 en 2015, contre 0,36 en 2011²⁹.
13. Selon le recensement des moyens d'existence réalisé par le PAM en 2017³⁰, les groupes professionnels ayant les plus faibles revenus sont les petits agriculteurs, éleveurs et pêcheurs, en raison du caractère non structuré de leur activité et parce que les possibilités qui s'offrent à eux de produire de la nourriture sont limitées. Les immigrants d'origine haïtienne constituent la majorité de ces groupes. Six pour cent des petits agriculteurs et 10 pour cent des éleveurs sont des femmes³¹. Les agricultrices ont des revenus inférieurs à ceux des hommes et leur accès à la propriété foncière, aux technologies agricoles et au crédit est plus limité. Il est ressorti de l'examen stratégique Faim zéro que les difficultés d'accès au crédit, l'absence de politiques à l'appui de la modernisation agricole et de programmes de protection sociale ciblant les petits exploitants, les invasions de ravageurs et les maladies des végétaux, l'inégalité de genre et les aléas climatiques étaient les principaux facteurs qui freinaient la productivité et réduisaient les revenus des ménages.
14. *Systèmes alimentaires durables*. À l'issue de l'examen stratégique Faim zéro, il a été conclu que les systèmes de production alimentaire étaient menacés par le changement climatique, l'érosion des sols et une forte exposition aux risques naturels et aux chocs structurels (fluctuations des prix alimentaires, par exemple). D'après l'analyse intégrée du contexte menée par le PAM en 2017³², la récurrence des chocs et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire concernent au premier chef les anciennes zones de production de canne à sucre de la région frontalière et de l'est du pays. L'inégalité de genre compromet l'efficacité des systèmes alimentaires. Pour susciter les transformations nécessaires à l'avènement d'un développement durable, il faut commencer par prendre en compte les soins et travaux domestiques non rémunérés dont les femmes se chargent et obtenir que ces tâches soient mieux réparties dans le ménage, de telle sorte qu'elles soient équitablement partagées.

²⁷ *Ibid.* et Pichardo, R. et al. *EFRICARD II*. Disponible à l'adresse: <http://www.unibe.edu.do/sites/default/files/internados/efricard-2.pdf>.

²⁸ Banque mondiale. 2015. Disponible à l'adresse: <http://www.bancomundial.org/es/news/feature/2015/03/11/exports-dominican-republic>.

²⁹ L'indice d'orientation agricole des dépenses publiques est défini par la part de l'agriculture dans les dépenses publiques, divisé par la part de l'agriculture dans le PIB, le terme "agriculture" incluant les cultures, les forêts, les pêches de capture et la chasse.

³⁰ PAM. 2017. *Dominican Republic livelihood zones study* (à paraître).

³¹ Ministère de la femme. 2017. Disponible à l'adresse: <http://www.mujer.gob.do/index.php/noticias/item/348-la-mujer-rural-con-mayor-pobreza-y-desigualdad-que-sus-homologos>.

³² À paraître.

15. De 2014 à 2016, la sécheresse due au phénomène El Niño s'est traduite par des pertes représentant 10 à 12 pour cent de la production agricole³³. Les inondations survenues dans le nord-ouest du pays en 2016 et en 2017 ont également entraîné des pertes importantes. Le pays est certes doté d'un régime public d'assurance agricole, mais les petits exploitants supportent la majeure partie des dommages liés aux aléas climatiques et à la hausse des prix alimentaires³⁴. En 2017, en conséquence de fortes précipitations et des ouragans Irma et Maria, le montant des dépenses publiques consacrées aux secours, au relèvement et à la reconstruction a représenté 1,45 pour cent du PIB³⁵. Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables aux catastrophes et aux chocs liés au climat dans un contexte marqué par l'inégalité de genre³⁶.

Environnement macroéconomique

16. Le taux de croissance moyen du PIB de la République dominicaine a été de 4,88 pour cent entre 2000 et 2017 et devrait rester stable entre 2018 et 2020³⁷. La croissance est principalement le fait des secteurs de la construction, de l'industrie manufacturière et du tourisme. L'inflation ne devrait pas dépasser 4 pour cent par an³⁸.
17. Le pays a beaucoup progressé dans la transformation de sa base économique et dans la diversification des exportations, mais d'autres réformes sont nécessaires pour consolider la compétitivité. Les politiques macroéconomiques tout récemment adoptées par le Gouvernement se sont traduites par des réformes budgétaires visant à augmenter les recettes et à contrôler le déficit public, qui reste élevé. Le pays a également adopté une approche sensible à la problématique femmes-hommes en matière de planification et de budgétisation publiques.
18. Malgré une croissance économique élevée, le taux de chômage n'a pas connu de baisse sensible. Entre 2000 et 2016, il a stagné autour de 13 pour cent, alors que la population diminuait de 3,4 pour cent. En 2016, 53 pour cent de la population active travaillait dans le secteur informel³⁹. La proportion de femmes dans cette population active est faible, surtout dans le secteur structuré.

³³ *Diario Libre*. 2016. *Sequía causó pérdidas en 2015 a más de 6.2 millones de personas en Haití, República Dominicana y Cuba*. 27 mai 2016. Disponible à l'adresse: <https://www.diariolibre.com/economia/sequia-causo-perdidas-en-2015-a-mas-de-6-2-millones-de-personas-en-haiti-republica-dominicana-y-cuba-KG3833972>.

³⁴ Banque mondiale. 2012. *Agricultural Risk Management in the Caribbean. Lessons and Experiences 2009-2012*. Disponible à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/842071468010837254/pdf/756510ESW0P1170bean0Insurance0Final.pdf>.

³⁵ Ministère de l'économie, de la planification et du développement. 2017. *Análisis del desempeño económico y social de República Dominicana*. Disponible à l'adresse: <http://economia.gob.do/wp-content/uploads/drive/UAAES/Analisis%20Desempeno%20Economico%20y%20Social/Boletin%202017-20180823.pdf>.

³⁶ Oxfam et Plan International. 2013. *Mujeres y niñas en contexto de desastres. Tres estudios de caso sobre Vulnerabilidades y Capacidades en la República Dominicana*. Disponible à l'adresse: <http://dipecholac.net/docs/files/caribe/mujeres-y-ninas-contexto-desastres-16.pdf>.

³⁷ La croissance moyenne du PIB a été calculée sur la base de données publiées en 2018 par la Banque mondiale. Disponible à l'adresse: <https://data.worldbank.org/country/dominican-republic?view=chart>, <http://www.worldbank.org/en/publication/global-economic-prospects#data>, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?end=2017&locations=DO&start=2000> et <http://api.worldbank.org/v2/en/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?downloadformat=excel>.

³⁸ Trading Economics. Taux d'inflation en République dominicaine. Disponible à l'adresse: <https://tradingeconomics.com/dominican-republic/inflation-cpi>.

³⁹ Banque centrale de la République dominicaine. 2016. *Encuesta nacional de Fuerza de Trabajo. Población ocupada e ingresos recibidos sector no estructurado*. Disponible à l'adresse: https://gdc.bancentral.gob.do/Common/public/estadisticas/mercado-de-trabajo/documents//pob_informal_rama_15.xls.

Principaux liens intersectoriels

19. Bien que le pays ait bien progressé sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, rares sont ceux qu'il a atteints. Les dépenses relatives à la santé représentent moins de 2 pour cent du PIB. La majorité des enfants, dans le respect de la parité des sexes, reçoit une éducation de base et accède au cycle primaire, mais la qualité de l'enseignement dispensé n'est pas optimale. Les recettes fiscales ne représentent que 14 pour cent du PIB, ce qui place la République dominicaine en avant-dernière position dans la région, juste avant le Guatemala.
20. Le pays a besoin de renforcer son cadre juridique et doit prendre des mesures pour lutter contre l'inégalité de genre et contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes; 25 pour cent des femmes adultes ont été victimes de violences physiques et 31 pour cent ont subi des violences émotionnelles. Avec un taux officiel de féminicide de 2,2 pour 100 000, le pays occupe le huitième rang dans la région⁴⁰. La prévalence des mariages précoces chez les filles est élevée: 36 pour cent des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant 18 ans. Les mariages d'enfants sont directement associés aux grossesses chez les adolescentes⁴¹.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

21. Une démarche participative a présidé à l'examen stratégique Faim zéro de 2016-2017, qui a permis de déterminer les principaux obstacles à lever sur la voie de la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2: il était nécessaire de coordonner et d'intégrer des stratégies et des politiques de long terme et d'améliorer les moyens à la disposition des institutions publiques et privées pour qu'elles puissent répondre aux besoins nutritionnels en tenant compte de l'inégalité de genre, ainsi que des besoins, des intérêts et de l'état de santé aux divers stades du cycle de vie; les soins de santé primaire, l'enrichissement des aliments et le développement de la petite enfance devaient répondre aux plus hautes exigences de qualité; l'accès à l'alimentation des personnes ne bénéficiant pas des services de base ni des filets de sécurité devait être préservé. La surveillance nutritionnelle, l'existence de marchés et de magasins plus fonctionnels proposant des prix plus abordables aux consommateurs⁴², le suivi des prix des denrées alimentaires et une participation plus forte et plus inclusive de la société civile et du secteur privé sont des facteurs cruciaux pour assurer le succès des interventions menées en faveur de l'élimination de la faim.
22. Les capacités en matière de production de données factuelles, de surveillance et d'évaluation demeurent insuffisantes. Actuellement, des données sont collectées pour 37 pour cent seulement des indicateurs relatifs aux ODD, les sources d'information doivent être améliorées pour 19 pour cent des indicateurs et, pour les 44 pour cent restants, ces sources restent à déterminer. L'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes publics de santé et de sécurité alimentaire efficaces reposent sur des données démographiques ventilées par sexe, âge et zone géographique, accompagnées d'analyses participatives de la problématique femmes-hommes.
23. Le cadre juridique actuel est dépassé et lacunaire, notamment en ce qui concerne l'agriculture, l'égalité des genres, la gestion des risques de catastrophe, la nutrition, l'aménagement du territoire et la planification urbaine, ainsi que la gestion de l'eau.

⁴⁰ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Gender Equality Observatory for Latin America and the Caribbean. Disponible à l'adresse: <https://oig.cepal.org/es/indicadores/feminicidio>.

⁴¹ Présidence de la République dominicaine. 2018. *Informe nacional voluntario 2018. Compromisos, avances y desafíos con el desarrollo sostenible*. Disponible à l'adresse: <http://economia.gob.do/wp-content/uploads/drive/VIPLAN/ODS/INV%20RD%202018%20-%20definitivo%20FF%20v2.compressed.pdf>.

⁴² Les segments les plus pauvres de la population achètent leur nourriture au jour le jour ou une fois par semaine dans de petits magasins de proximité appelés *colmados*.

24. L'examen stratégique Faim zéro a fait apparaître une corrélation marquée entre la prévalence de diverses formes de malnutrition dans le pays et le niveau d'instruction et les normes socioculturelles: en conséquence, les stratégies de conseil nutritionnel, d'éducation et de communication visant à promouvoir un changement des habitudes alimentaires doivent privilégier une approche axée sur la transformation des relations entre les hommes et les femmes.
25. Même si les moyens disponibles au niveau national ont été étoffés, l'indice des capacités de préparation aux situations d'urgence pour 2017 n'en fait pas moins apparaître qu'il faut resserrer les liens entre les activités de prévision et de préparation, et améliorer les synergies entre les systèmes d'alerte rapide, les organismes responsables des interventions d'urgence et les programmes de protection sociale ainsi qu'entre les protocoles nationaux et les pratiques locales⁴³. Le perfectionnement des systèmes de prévision et le renforcement de la chaîne d'approvisionnement sont également nécessaires, tout comme il faut améliorer la planification et le ciblage des interventions axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que les initiatives axées sur la transformation des relations femmes-hommes qui les accompagnent, et rendre plus efficaces les interventions menées en faveur de la résilience et de l'adaptation au changement climatique. On estime qu'en 2013 les interventions tardives à la suite de catastrophes ont coûté à l'État entre 14 pour cent et 38 pour cent du montant des ressources affectées au secteur de la santé⁴⁴.
26. Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes présentent un défi considérable. La sécheresse prend les proportions d'une catastrophe. Par exemple, le bilan hydrique de juin 2018⁴⁵ indiquait que les provinces du sud, du nord et de l'est étaient en situation de sécheresse absolue (moins de 25 mm d'eau dans les aquifères). Il est indispensable de prendre des mesures pour améliorer la résilience et la préparation des communautés, en tirant parti des cadres de développement locaux.
27. La migration constitue elle aussi un défi de taille. Les chiffres du dernier recensement national indiquent que 5,6 pour cent de la population est constituée d'immigrants, dont 61,6 pour cent d'hommes et 38,4 pour cent de femmes. Les natifs d'Haïti représentent 87,2 pour cent des immigrants. Seuls 45 pour cent des immigrants haïtiens sont en situation régulière dans le pays, ce qui veut dire que plus de la moitié d'entre eux n'ont pas accès aux services sociaux de base, tels que l'éducation et les programmes de protection sociale, et que 95 pour cent d'entre eux n'ont pas d'assurance médicale⁴⁶.

⁴³ PAM. 2017. Recommandations formulées à l'issue de la "Révision de l'indice de capacité de préparation aux urgences en République dominicaine" à laquelle il a été procédé en interne. Disponible à l'adresse: https://drive.google.com/file/d/1YhiPV_M12M7F-i9wftFqE5QxwfeOvHFD/view?usp=sharing.

⁴⁴ Ishizawa Escudero, Oscar Anil et Van Der Borght, Rafael. 2015. *Disaster Risk Financing and Insurance in Dominican Republic*. (document intégral en espagnol). Washington: Groupe de la Banque mondiale. Disponible à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/115161468179340561/Disaster-Risk-Financing-and-Insurance-in-Dominican-Republic>.

⁴⁵ Bureau national de météorologie. 2018. *Balance hídrico - Junio*. Disponible à l'adresse: <http://onamet.gov.do/m/pdto/03w-wagro/03w-wbalance-hidrico/ano-2018/>.

⁴⁶ Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). 2017. *Resumen de la Segunda Encuesta Nacional de Inmigrantes*. Disponible à l'adresse: <https://dominicanrepublic.unfpa.org/es/publications/resumen-de-la-encuesta-nacional-de-inmigrantes-2017>.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

28. La constitution de la République dominicaine reconnaît le droit à l'alimentation. La stratégie nationale de développement pour 2012-2030⁴⁷ définit divers axes d'action: lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire; nutrition; parité femmes-hommes; gestion des risques de catastrophe; adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets. Les pouvoirs publics élaborent actuellement un plan national relatif à l'égalité des genres, qui portera sur la période 2018-2030.
29. En 2016, le Gouvernement a créé une commission interinstitutions de haut niveau sur le développement durable, chargée de superviser la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le cabinet chargé de la politique sociale, qui coordonne les travaux de la sous-commission pour les ODD 1 à 5 de la commission de haut niveau, est devenu le coordonnateur principal de l'examen stratégique Faim zéro et de l'exécution du plan par étapes relatif à l'ODD 2, avec l'appui technique du PAM et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les priorités répertoriées lors de l'examen ont été les suivantes: renforcement et mise en application des cadres juridiques; amélioration de la conception et de la mise en œuvre des programmes; production et actualisation régulières de données factuelles; mobilisation de fonds; renforcement des institutions; promotion de l'éducation nutritionnelle; coordination interinstitutions.
30. En 2018, avec le concours d'entités du système des Nations Unies, le Gouvernement a recensé cinq facteurs susceptibles d'accélérer la réalisation des ODD, à savoir la réduction de la pauvreté multidimensionnelle; la compétitivité et l'emploi décent; une production et une consommation durables; la résilience des populations face au changement climatique et à d'autres risques; une gouvernance solide et inclusive⁴⁸.
31. Les principaux dispositifs de protection sociale et filets de protection sociale du pays ont pour objet de combattre les causes de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Ils sont mis en œuvre par le cabinet chargé de la politique sociale qui relève du Bureau du Vice-Président, au moyen du programme national de protection sociale *Progresando con Solidaridad* (le progrès dans la solidarité), ou PROSOLI, et par le Ministère de l'éducation, au moyen du programme d'alimentation scolaire et du réseau de centres pour la petite enfance qui y est associé.
32. La loi de 2016 relative à la souveraineté alimentaire, à la sécurité alimentaire et à la nutrition est l'un des principaux instruments juridiques sur lesquels repose l'action menée au titre de l'ODD 2. L'élaboration de ce projet de loi a débuté en 2010, avec l'appui du PAM et de la FAO. En 2018, la mise au point d'un plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle, sur la base du plan par étapes relatif à la mise en œuvre de l'ODD 2, a été achevée avec l'appui technique du PAM et de la FAO.
33. Dans le cadre de la loi 147-02 relative à la gestion des risques, un système national de coordination a été mis en place pour prévenir les catastrophes, atténuer leurs effets et intervenir après une catastrophe. La lutte contre le changement climatique est une priorité inscrite dans la Constitution (article 194), dans la stratégie nationale de développement

⁴⁷ Ministère de l'économie, de la planification et du développement. 2012. *Ley 1-12: Estrategia nacional de desarrollo*. Disponible à l'adresse: <http://economia.gob.do/mepyd/wp-content/uploads/archivos/end/marco-legal/ley-estrategia-nacional-de-desarrollo.pdf>.

⁴⁸ Groupe des Nations Unies pour le développement – région Amérique latine et Caraïbes. 2018. Rapport de la mission interinstitutions en République dominicaine. *Transversalización, aceleración y asesoría en políticas (MAPS) - Informe de la misión conjunta interagencial. Republica Dominicana*. Disponible à l'adresse: <http://economia.gob.do/wp-content/uploads/drive/VIPLAN/ODS/INFORME%20MAPS%20-%20FINAL-%20INFORME%20COMPLETO.pdf>.

(axe 4), dans la stratégie nationale d'adaptation du secteur agricole et dans le décret 269-15⁴⁹. La République dominicaine est signataire du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et verse une contribution, dont le montant est déterminé au niveau national, au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

34. Le Gouvernement et les organismes des Nations Unies sont convenus des domaines prioritaires du PNUAD pour la période 2018–2022, à savoir: la lutte contre la pauvreté; la sécurité alimentaire et la viabilité environnementale; les services sociaux et l'égalité des sexes; le renforcement des institutions; les droits de l'homme. Le PAM appuie les mesures prises dans le premier de ces domaines, qui englobe la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que la gestion des risques, et dans le deuxième, dans le but de promouvoir des approches propres à faire évoluer les relations hommes et femmes, ainsi que l'accès des femmes et des populations vulnérables à davantage de moyens d'action.
35. Le PAM, la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA) appuient conjointement l'action que mène le pays pour atteindre l'ODD 2. Les principaux domaines de collaboration portent sur la mise en œuvre de l'examen stratégique Faim zéro et du plan par étapes relatif à l'ODD 2; sur la lutte contre l'inégalité de genre; sur l'exécution de la loi relative à souveraineté alimentaire, à la sécurité alimentaire et à la nutrition; sur le renforcement de la résilience; sur le développement durable à l'échelle locale.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

36. Le PAM est connu pour l'action qu'il mène au niveau national dans les domaines suivants: sécurité alimentaire et nutrition, protection sociale, réduction des risques de catastrophe, gestion des chaînes d'approvisionnement, renforcement de la résilience, préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise. Les parties prenantes soulignent la capacité du PAM d'élaborer des politiques; de promouvoir la coordination intersectorielle et d'apporter son concours à la protection sociale, qu'il s'agisse de son volet nutritionnel ou de la réactivité en cas de choc; d'encourager les synergies entre les organismes et les programmes publics, la société civile et le secteur privé; de coordonner l'assistance technique; de mener des travaux de recherche et de susciter une mobilisation nationale en faveur de l'élimination de la faim.
37. Grâce à une mise de fonds initiale, le bureau de pays du PAM a lancé plusieurs initiatives de portée nationale, susceptibles d'être transposées à une plus grande échelle: enrichissement du riz; optimisation de la chaîne d'approvisionnement pour les petits détaillants; renforcement des capacités au titre du financement prévisionnel et d'un dispositif pilote de protection sociale réactive face aux chocs, conjointement avec la Banque mondiale, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres organismes du système des Nations Unies. De telles innovations sont représentatives du rôle que peut jouer le PAM dans les pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure).

⁴⁹ Ce décret a institué la politique nationale en matière de changement climatique.

38. À l'issue d'une évaluation de la Stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat (2014-2017), réalisée en 2017, on a conclu qu'il fallait renforcer les modalités de la collaboration pour la rendre plus efficiente⁵⁰. En conséquence, le bureau de pays s'efforcera de promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Les résultats d'une étude réalisée par le PAM en 2016, sur le renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région Amérique latine, et Caraïbes, ont conduit à recommander l'instauration d'une corrélation plus étroite entre la sécurité alimentaire et la nutrition, la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique⁵¹. Enfin, dans une synthèse des évaluations relatives aux opérations menées dans la région Amérique latine et Caraïbes, couvrant la période 2013-2017, la valeur ajoutée et l'incidence considérable des transferts de type monétaire dans les situations d'urgence, ainsi que de la collecte de données factuelles, ont été mises en relief⁵². Le PAM doit donc affiner ses stratégies en matière de mobilisation de ressources et de partenariats, mais aussi renforcer ses capacités en matière de communication et de sensibilisation, afin d'encourager l'élaboration de politiques de sécurité alimentaire et de nutrition qui prennent systématiquement en compte la problématique femmes-hommes.
39. L'inégalité de genre freine l'accomplissement de l'objectif Faim zéro en République dominicaine. Le bureau de pays devra accorder plus d'attention à la problématique femmes-hommes dans ses analyses et dans sa programmation, conformément à la politique du PAM en la matière, en vue de rendre effective l'égalité des genres et de veiller à ce que les femmes aient davantage de moyens d'agir dans tous les aspects du présent plan stratégique de pays (PSP). En matière de protection sociale, le PAM encouragera des interventions menées avec le souci de la problématique femmes-hommes et de la dimension nutritionnelle, ce qui rendra nécessaire de resserrer les partenariats existants.
40. Dans le cadre des processus participatifs et consultatifs engagés au titre de l'élaboration de la loi relative à la souveraineté alimentaire, à la sécurité alimentaire et à la nutrition et de celle du plan par étapes relatif à la mise en œuvre de l'ODD 2, qui ont bénéficié de l'appui du PAM et de la FAO, tout comme pour ce qui est de l'enrichissement du riz, les capacités du PAM ont été mobilisées à double titre – coordination et plaidoyer – en faveur de l'amélioration du programme national en matière de sécurité alimentaire.
41. La stratégie conjointe PAM/PROSOLI en matière de nutrition qui a été mise en place dans le cadre du programme de protection sociale a donné des résultats remarquables. En 2013, après deux ans d'application, une évaluation⁵³ a permis de constater une réduction de 50 pour cent de la prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans ayant bénéficié du programme. Une étude de 2017⁵⁴ a ensuite confirmé l'amélioration notable de l'état nutritionnel des enfants bénéficiaires. De 2014 à 2017, le taux de malnutrition chronique

⁵⁰ PAM. 2017. *Policy Evaluation: WFP Corporate Partnership Strategy (2014–2017): Evaluation Report* (rapport n° OEV/2016/010). Disponible à l'adresse: https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000015489/download/?_ga=2.89384029.7901765.1522747786-1100104783.1519126666.

⁵¹ PAM. 2016. *Strengthening Capacities in Food Security and Nutrition in Latin America and the Caribbean: Analysing the Past, Building the Present, and Looking to the Future*. Disponible à l'adresse: https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/liaison_offices/wfp284838.pdf?_ga=2.198679023.1118816148.1538494553-1719669725.1523994524.

⁵² PAM. 2017. *Operation Evaluation Series. Regional Synthesis 2013-2017. Latin America and the Caribbean Region* (rapport n° OEV/2017/102). Disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023760/download/>.

⁵³ PAM. 2015. *How the Government of the Dominican Republic Reduced Anemia by 50% in Vulnerable Children, with support from WFP: A Case Study on Nutrition-Sensitive Programming in a Middle Income Country*. Disponible à l'adresse: <https://www.wfp.org/content/how-government-dominican-republic-and-wfp-reduced-anemia-50-percent-children>.

⁵⁴ Agence internationale de l'énergie atomique, Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale de la République dominicaine et Université autonome de Saint-Domingue. 2017. *Impact assessment of PROSOLI nutrition component* (à paraître). L'étude a été financée par l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui a également pris une part importante à son élaboration.

est tombé de 12 pour cent à 5 pour cent et le taux de prévalence de la malnutrition aiguë a reculé de plus de 80 pour cent⁵⁵.

42. Le PAM doit continuer à promouvoir des stratégies d'éducation nutritionnelle susceptibles de faire évoluer les relations entre hommes et femmes. D'après une étude sur les habitudes alimentaires⁵⁶ que le PAM a fait réaliser en 2017, 40 pour cent des femmes et des filles enceintes ou mères de jeunes enfants ne savaient pas quels étaient les aliments riches en micronutriments et seuls 37 pour cent des médecins travaillant dans les établissements de soins primaires dispensaient des conseils nutritionnels.
43. L'appui des pouvoirs publics à l'enrichissement des aliments et la participation du secteur privé à cette entreprise sont deux conditions essentielles pour que soit atteinte la cible 2 de l'ODD 2 (mettre fin à toutes les formes de malnutrition). Cela s'applique en particulier au riz enrichi, qui peut contribuer notablement à la réduction des carences en micronutriments.
44. D'après les conclusions de l'examen stratégique Faim zéro, la lutte contre les pertes alimentaires et l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et des capacités d'entreposage des détaillants et des petits exploitants pourraient améliorer les systèmes alimentaires et faciliter une réaction rapide pour prévenir les effets les plus graves des aléas climatiques.
45. De récentes simulations de situation d'urgence sont venues confirmer qu'il était nécessaire d'améliorer la coordination et la communication entre les institutions et la population et ont révélé des lacunes, à savoir que les interventions menées ne répondaient pas à l'ensemble des besoins des populations touchées, que ce soit immédiatement après un choc ou durant la période de redressement.
46. D'après une étude de 2017 sur la protection sociale réactive aux chocs⁵⁷, il faut remédier à la fragmentation institutionnelle dans le dispositif de protection sociale et parmi les parties prenantes qui interviennent en situation d'urgence. Le PAM a organisé une réunion de haut niveau en 2018, au cours de laquelle les parties prenantes ont décidé d'élaborer une stratégie d'ensemble pour la protection sociale et la gestion des risques de catastrophe.

2.2 Potentialités pour le PAM

47. Compte tenu de la conjoncture nationale, des enseignements tirés, des priorités nationales, des conclusions de l'examen stratégique Faim zéro et des consultations menées auprès du Gouvernement, de la société civile, d'autres organismes des Nations Unies et du secteur privé, plusieurs possibilités s'offrent au PAM pour appuyer l'action menée en République dominicaine au titre de l'ODD 2, décrites aux paragraphes suivants.
48. Le Gouvernement s'inquiète de l'absence de données officielles suffisamment détaillées et actualisées, sur lesquelles fonder l'évaluation des progrès accomplis vers l'élimination de la faim au niveau national. Le PAM fournira une assistance pour la collecte de données factuelles et l'actualisation des statistiques nationales sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la résilience et le changement climatique, tout en veillant à ce que les données soient ventilées par sexe, par âge et par zone géographique, et il apportera son concours aux analyses de la problématique femmes-hommes.

⁵⁵ Les chiffres ne portent que sur les bénéficiaires du programme de protection sociale. Toutefois, il est important de noter que le PROSOLI couvre 25 pour cent de la population.

⁵⁶ PAM et Contacto Directo. 2017. *Qualitative study habits and attitudes on feeding and supplementation*. (À paraître).

⁵⁷ Oxford Policy Management et PAM. 2017. *Study on Shock Responsive Social Protection in Latin America and the Caribbean: Dominican Republic case study*. Disponible à l'adresse: https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000063547/download/?_ga=2.257944395.130086051.1531069515-368196765.1522086107.

49. Des programmes efficaces, cohérents et inclusifs en matière de protection sociale, de nutrition, d'éducation et de santé sont présentés comme une priorité dans la stratégie nationale de développement pour 2012-2030. Le PAM continuera donc d'appuyer l'élaboration et le renforcement de programmes de protection sociale tenant compte de la nutrition; d'interventions de santé publique spécifiquement axées sur la nutrition; le renforcement de la coordination entre les institutions s'occupant de protection sociale et les ministères de la santé, de l'agriculture et de l'éducation. En outre, il encouragera l'adoption d'approches inclusives et novatrices pour répondre aux besoins des groupes de population les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, à savoir les femmes, les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les immigrants haïtiens, les petits exploitants, les personnes âgées, les personnes handicapées ou les personnes souffrant d'une maladie chronique.
50. On a conscience, dans les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile, que le renforcement des liens entre les niveaux national, infranational et communautaire est une priorité pour le pays, et l'amélioration de l'éducation nutritionnelle constitue un objectif explicite. Le PAM contribuera au renforcement de la coordination, de la cohérence et de l'inclusivité des politiques et programmes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition et centrera son effort sur la consolidation des institutions infranationales, notamment au niveau local, ainsi que du tissu social, "en ne faisant aucun laissé-pour-compte" et en comblant les lacunes en matière d'éducation nutritionnelle grâce à des stratégies de communication propres à faire évoluer les comportements.
51. Le Gouvernement estime urgent de renforcer les capacités nationales dans le but d'améliorer la résilience, de réduire la vulnérabilité aux catastrophes et de promouvoir des mesures d'adaptation au changement climatique, sans quoi il sera impossible de parvenir à un développement durable. Le PAM continuera de fournir aux institutions qui s'occupent de protection sociale et de réduction des risques de catastrophe un appui spécialisé en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, d'alerte rapide, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, ainsi que d'amélioration de la résilience et d'adaptation au changement climatique.
52. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure accordent une priorité particulière à la mise en commun des données d'expérience et à l'instauration de nouvelles modalités de coopération, qu'ils considèrent comme des solutions novatrices de substitution au modèle classique de l'aide publique au développement. Le PAM facilitera ce partage, fournira une assistance technique et encouragera l'adoption de bonnes pratiques, la création de savoirs et la coopération Sud-Sud aux fins du développement de la communication en matière de nutrition et de l'élaboration de stratégies éducatives et de stratégies nationales pour l'enrichissement du riz et la réduction des risques de catastrophe.
53. La réalisation de l'objectif Faim zéro nécessitera l'élaboration, l'actualisation régulière et l'application sans faille de cadres juridiques idoines. Le PAM appuiera la conception, la mise en œuvre et l'examen des cadres juridiques et des plans nationaux intéressant la sécurité alimentaire et la nutrition, la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique, et encouragera l'adoption d'approches propres à faire évoluer les relations entre hommes et femmes dans ces divers domaines.
54. Les organismes ayant leur siège à Rome se sont engagés à travailler en étroite collaboration pour appuyer l'action menée par les pays au titre de l'ODD 2. Le PAM renforcera les initiatives menées conjointement avec la FAO et le FIDA en République dominicaine et en assurera la promotion.

2.3 Réorientations stratégiques

55. Dans le présent PSP, dont l'exécution durera cinq ans, il est proposé de procéder à une inflexion stratégique pour combler des lacunes et saisir les possibilités offertes d'aider le pays à atteindre l'ODD 2. La logique des interventions passées – renforcement des capacités techniques gouvernementales en matière de protection sociale comportant un volet nutritionnel et de réduction des risques de catastrophe – sera abandonnée au profit d'une nouvelle approche, fondée sur les droits, propre à transformer les relations entre hommes et femmes, axée sur l'ensemble du cycle de vie et impliquant l'ensemble de la société. Le PAM assumera désormais un rôle stratégique de coordination, la sensibilisation et la communication deviennent des éléments essentiels de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Les nouvelles orientations stratégiques seront les suivantes:

- l'adoption d'une approche dynamisante de la mobilisation, du plaidoyer, de la communication sociale et de l'éducation pour promouvoir la cohérence de l'action menée, des comportements alimentaires sains et des politiques publiques inclusives suscitant des changements stratégiques et un engagement envers la réalisation des cibles associées à l'ODD 2, l'accent étant mis particulièrement sur les personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition et sur les populations exclues;
- la production systématique, grâce à des méthodes plus efficaces, de données factuelles utilisables pour la sensibilisation et la prise de décisions, et la promotion d'un nouveau rôle pour le PAM, de nature consultative, s'agissant de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques et de programmes;
- la promotion d'une approche cohérente fondée sur le cycle de vie dans les programmes de protection sociale, pour tirer parti de l'expérience acquise par le PAM en matière de protection sociale tenant compte de la nutrition et des questions de genre, l'accent étant désormais placé davantage sur les femmes et les adolescentes;
- la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités aux fins de la réduction des risques de catastrophe, de la préparation aux catastrophes et des interventions en cas de crise, de la résilience et de l'adaptation au changement climatique, au moyen de partenariats novateurs et inclusifs forgés avec les communautés, la société civile et les pouvoirs publics, au niveau local, régional et national. Le PAM appuiera l'élaboration d'une stratégie détaillée de protection sociale et de réduction des risques de catastrophe et travaillera à de nouvelles initiatives qui seront prises par les organismes ayant leur siège à Rome en faveur de la résilience et du développement local durable;
- la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire aux fins de l'amélioration de la nutrition, de la diminution des risques de catastrophe et des programmes de protection sociale, grâce à la mise en commun des meilleures pratiques.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

56. La République dominicaine pourrait être l'un des premiers pays d'Amérique latine et des Caraïbes à réaliser l'ODD 2. Le recul du retard de croissance et de l'anémie, des capacités de résilience améliorées, le renforcement des capacités de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise, des mesures appropriées en matière d'adaptation au changement climatique, des initiatives publiques et privées visant les populations vulnérables, et notamment leur accès à la nourriture, des stratégies destinées à faire évoluer les comportements vers des régimes alimentaires et des modes de vie plus sains, ou encore le respect de l'égalité des genres, sont autant de facteurs qui amélioreraient la sécurité

alimentaire et la nutrition. Le PAM aidera le Gouvernement et la société civile à poursuivre ces objectifs.

57. Le présent PSP résulte d'un processus inclusif auquel ont participé les communautés locales et les futurs bénéficiaires, le Gouvernement, la société civile et les parties prenantes de la coopération internationale, aux fins de la conception de l'examen stratégique Faim zéro et du plan par étapes relatif à l'ODD 2. Le PAM utilisera ses capacités de mobilisation pour renforcer la cohésion et la coordination interinstitutionnelles, sensibiliser la société à l'importance d'un régime alimentaire adéquat et promouvoir la sécurité alimentaire au moyen d'approches fondées sur les droits et propres à faire évoluer les relations entre hommes et femmes. Il fera en sorte que le volet nutritionnel de la protection sociale soit renforcé et que les interventions axées sur les soins de santé primaires soient adaptées au cycle de vie et de haute qualité, tout en contribuant à combler les lacunes recensées en matière de réduction des risques de catastrophe, ainsi que de préparation et de résilience aux catastrophes. La mise en œuvre du présent PSP s'accompagnera d'une stratégie rigoureuse de suivi et d'évaluation, qui tiendra compte de la problématique femmes-hommes.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2023, les organisations de la société civile et les institutions publiques et privées de République dominicaine sont consolidées, sont en mesure d'agir en coordination et de régler les problèmes auxquels se heurtent les populations les plus vulnérables dans l'optique de l'élimination de la faim

58. Le bureau de pays tirera parti de son rôle mobilisateur et adoptera des approches fondées sur les droits, propres à transformer les relations entre les hommes et les femmes et impliquant la société tout entière aux fins de la réalisation du Programme 2030. Au titre de cet effet direct stratégique, le PAM encouragera le plaidoyer et la mobilisation sociale en faveur de l'élimination de la faim, en suscitant un mouvement d'envergure nationale, l'accent étant mis particulièrement sur les populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, tels que les migrants. Une stratégie de communication et d'éducation visant à faire évoluer la société et les comportements sera mise en œuvre. Le PAM fournira une assistance technique au Gouvernement pour renforcer la cohérence des politiques et des programmes, promouvoir le dialogue, améliorer la collecte de données factuelles et faciliter l'amélioration des systèmes de suivi.
59. L'effet direct stratégique 1 contribuera au résultat stratégique 5 du PAM et à la cible 9 de l'ODD 17. Il est conforme aux cibles 2.3.4 et 2.4.2 du deuxième axe de la stratégie nationale de développement pour 2012-2030, "Édifier une société fondée sur l'égalité des droits et des chances", et à la cible 3.5.3 du troisième axe de la stratégie, "Établir une économie inclusive, concurrentielle et durable". Il contribuera à toutes les étapes du plan pour la mise en œuvre de l'ODD 2. L'effet direct stratégique 1 appuiera la réalisation des ODD 1, 3, 4, 5, 8, 10, 12 et 16, car les activités menées mettront l'accent sur l'inclusivité et la non-discrimination, l'accès à l'alimentation et aux services de base, l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, l'éducation nutritionnelle, l'inclusion productive⁵⁸, ainsi que la consommation et la production responsables.

⁵⁸ L'"inclusion productive" consiste à aider les familles vulnérables à accéder au marché du travail formel et à accroître leurs revenus, à aider les petits exploitants agricoles à trouver des débouchés pour leurs produits et, d'une manière générale, à permettre aux groupes de population les plus vulnérables d'avoir une activité économique productive.

Domaines d'action privilégiés

60. L'effet direct stratégique 1 est centré sur l'élimination des causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition grâce au renforcement des capacités, à l'amélioration de la coordination et à la mobilisation de la société tout entière.

Produits escomptés

61. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- La population de la République dominicaine (bénéficiaires de niveau 3) tire parti de la consolidation et du renforcement de la cohésion des institutions, du cadre juridique, des politiques et des programmes visant à améliorer les habitudes alimentaires et à répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
 - Les groupes vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent parti d'une mobilisation sociale multipartite et sans exclusive, à l'échelle nationale, qui se traduit par une démarche de sensibilisation plus affirmée et favorise l'établissement de plateformes interinstitutionnelles de coordination et la mise en œuvre de stratégies de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements, aux fins de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Activités essentielles

Activité 1. Apporter une assistance technique au Gouvernement, à la société civile, au secteur privé, aux établissements universitaires et aux entités sociales afin de créer une alliance nationale inclusive et coordonnée, de renforcer le cadre juridique et d'élaborer des politiques, des stratégies de communication et des programmes axés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition (catégorie d'activité: 9; modalité: renforcement des capacités)

62. Le PAM se concentrera sur trois sous-activités complémentaires:
- Améliorer les systèmes de sécurité alimentaire et de nutrition grâce au renforcement de la gouvernance locale ainsi que de l'incidence, de la cohérence et de l'exhaustivité des politiques et programmes, tout en veillant à ce que les divers groupes de population bénéficient équitablement des avantages qui en découlent.
 - Appuyer l'émergence d'un mouvement national axé sur la promotion de stratégies de plaidoyer et de communication en faveur de l'élimination de la faim et de l'établissement de partenariats avec le Gouvernement, le secteur privé, la société civile, les universités et les dirigeants religieux, avec pour objectifs de peser sur les politiques publiques et de faire de la sécurité alimentaire et de la nutrition des priorités des pouvoirs publics.
 - Prêter une assistance technique en faveur de l'élaboration de stratégies nationales de communication et d'éducation visant à transformer les relations entre hommes et femmes, avec pour objectif l'amélioration des habitudes nutritionnelles et alimentaires.
63. En coordination étroite avec la FAO, le PAM appuiera la mise en œuvre de la loi relative à la souveraineté alimentaire, à la sécurité alimentaire et à la nutrition et fournira une assistance technique au Ministère de la Présidence, au Ministère de l'économie, de la planification et du développement et au conseil national de la souveraineté alimentaire et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en vue d'améliorer la gouvernance et la coordination des politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, en particulier au niveau local.
64. Le PAM prêtera une assistance technique au Bureau du Vice-Président, au Ministère de l'agriculture, au Ministère de l'économie, de la planification et du développement, au Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale, au Ministère de la femme et au secteur privé en vue de l'élaboration de cadres juridiques et de politiques intégrées visant à

- combattre la malnutrition, à promouvoir l'enrichissement du riz, à appuyer l'action menée au titre du développement de la petite enfance, à renforcer la résilience et à améliorer la planification au niveau local. Il fournira au secteur privé une assistance technique en matière de nutrition et de gestion de la chaîne d'approvisionnement, avec pour objectif le renforcement des capacités de production de riz enrichi de qualité supérieure.
65. Le PAM favorisera la coordination interinstitutions, perfectionnera la méthode de ciblage et plaidera pour l'adoption d'approches fondées sur le cycle de vie dans le cadre des programmes de protection sociale comportant un volet nutritionnel, axés sur l'assistance alimentaire et tenant compte de la problématique femmes-hommes, qui seront exécutés sous l'égide du Cabinet chargé de la politique sociale, du Ministère de l'éducation, de l'Institut national pour la protection sociale des étudiants (INABIE), de l'Institut national pour le développement de la petite enfance (INAPI), de l'autorité nationale des cantines publiques⁵⁹, du Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale ainsi que du service national de santé.
 66. En coordination avec le Gouvernement, le secteur privé, la société civile, d'autres organismes des Nations Unies, les dirigeants religieux, le milieu universitaire et les groupes de défense des droits des minorités, le PAM appuiera la mise en place de plateformes de coordination, de stratégies de sensibilisation, de communication et d'éducation, avec pour objectifs l'amélioration de la nutrition et des habitudes alimentaires, compte tenu des besoins spécifiques à chaque genre et à chaque âge.
 67. Ces activités s'inscriront dans le cadre d'*El Movimiento Hambre Cero* (mouvement pour l'élimination de la faim), mobilisation nationale œuvrant en faveur de l'accomplissement de l'objectif Faim zéro appliquant une approche fondée sur les droits, propre à faire évoluer les relations entre les sexes, tout en donnant la parole aux personnes les plus vulnérables et les plus frappées par l'exclusion, en plaidant pour qu'elles bénéficient elles aussi, équitablement, des avancées enregistrées.
 68. Le PAM continuera d'appuyer la mise en œuvre et le suivi du plan par étapes relatif à l'ODD 2, au moyen de partenariats multisectoriels forgés avec des organismes et programmes gouvernementaux, le milieu universitaire, le secteur privé, les dirigeants religieux, la société civile, les organisations communautaires, les organisations de défense des droits des femmes, les organisations de migrants, les autorités locales, des organismes des Nations Unies et des partenaires de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2023, l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables s'améliore

69. Le PAM appuiera le Gouvernement aux fins du renforcement – ou de la mise au point – d'interventions nutritionnelles de haute qualité axées sur des programmes de protection sociale et des soins de santé primaires ciblant les enfants de moins de 5 ans, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes, les personnes âgées et les personnes vivant avec le VIH et/ou la tuberculose, tout en veillant à ce que les groupes les plus vulnérables aient un meilleur accès à des aliments nutritifs et enrichis. On assurera pour ce faire des transferts directs d'aliments nutritifs spécialisés à l'intention des groupes les plus vulnérables, par l'intermédiaire de programmes publics.

⁵⁹ *Comedores Económicos del Estado Dominicano*, ou CEED.

70. Compte tenu des taux croissants d'obésité et de surpoids, le PAM appuiera les programmes de protection sociale au moyen de stratégies de conseil en nutrition et de transformation des relations entre les sexes, adaptées aux interventions nutritionnelles.
71. Le PAM encouragera une meilleure coordination entre les programmes de protection sociale et les ministères responsable de la santé publique et de l'éducation afin que les groupes de population les plus vulnérables bénéficient d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou qui en tiennent compte.
72. Cet effet direct stratégique contribuera au résultat stratégique 2 du PAM et à la cible 2 de l'ODD 2. Il est aligné sur les cibles 2.2.1, 2.3.3 et 2.3.4 du deuxième axe de la stratégie nationale de développement pour 2012-2030 "Édifier une société fondée sur l'égalité des droits et des chances". Il contribuera aussi aux axes 2, 3, 5, 6 et 7 du plan par étapes pour la mise en œuvre de l'ODD 2. Enfin, il contribuera à la réalisation des ODD 1 et 3 grâce au renforcement du dispositif de protection sociale, à l'amélioration de l'accès aux services de santé de base, à la diminution des taux de mortalité infantile et à l'augmentation du taux d'observance du traitement antirétroviral par les personnes vivant avec le VIH/sida.

Domaines d'action privilégiés

73. L'effet direct stratégique 2 procèdera de la lutte contre les causes profondes de la malnutrition parmi les populations vulnérables, de l'appui à la mise en œuvre de programmes nationaux de protection sociale à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique femmes-hommes, et de la distribution d'aliments nutritifs aux groupes vulnérables.

Produits escomptés

74. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les enfants de 6 à 59 mois, les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes âgées exposés au risque de malnutrition (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent des aliments nutritifs spécialisés dans le cadre des programmes nationaux de santé publique et de protection sociale visant à améliorer l'état nutritionnel.
 - Les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel – à divers stades du cycle de vie – et les personnes vivant avec le VIH et/ou la tuberculose (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit du renforcement des services, des systèmes de surveillance nutritionnelle et des programmes destinés à améliorer l'état nutritionnel.
 - Les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel (bénéficiaires de niveau 2) bénéficient des conseils et de l'éducation en matière de nutrition qui sont dispensés dans le cadre des programmes nationaux de santé publique et de protection sociale qui visent à améliorer les connaissances en matière de nutrition et à promouvoir de bonnes habitudes alimentaires.

Activités essentielles

Activité 2. Appuyer les programmes de santé publique et de protection sociale afin d'assurer la mise en œuvre, selon une approche fondée sur les droits de l'homme, des stratégies et des systèmes intégrés qui visent à améliorer l'état nutritionnel des populations susceptibles d'être touchées par la malnutrition à différents stades du cycle de vie (catégorie d'activité: 6; modalités: transfert de produits alimentaires; renforcement des capacités)

75. Le PAM collaborera étroitement avec le Bureau du Vice-Président, le Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale, le Ministère de l'éducation et d'autres entités compétentes en matière de protection sociale en vue de renforcer les capacités institutionnelles et les interventions coordonnées, en se concentrant sur trois sous-activités complémentaires:
 - Intensifier la production de données factuelles, de référence et relatives aux causes de la malnutrition, et mieux mesurer l'incidence des programmes existants, afin d'améliorer la prise de décisions ainsi que la conception et l'exécution des programmes et de promouvoir la mobilisation des secteurs public et privé en faveur de l'action sociale.
 - Renforcer les capacités institutionnelles de mise en œuvre de politiques de protection sociale et de soins de santé primaires spécifiquement axées sur la nutrition, notamment grâce à des approches propres à faire évoluer les relations entre hommes et femmes.
 - Fournir aux populations les plus vulnérables des aliments nutritifs spécialisés et mener auprès d'elles des activités susceptibles d'entraîner une modification des comportements.
76. Les interventions nutritionnelles sont principalement menées au moyen de programmes de protection sociale qui ciblent généralement les groupes les plus vulnérables, exclusivement sur la base de critères de pauvreté. Le degré élevé de fragmentation du système de protection sociale entraîne des chevauchements d'activités et certains bénéficiaires sont ciblés à plusieurs reprises. Les institutions de protection sociale n'appliquent pas d'approches intégrées fondées sur le cycle de vie, pas plus qu'elles n'agissent de façon coordonnée pour assurer le suivi, la continuité et la cohérence des prestations fournies aux populations ciblées.
77. Le PAM intensifiera son appui aux programmes de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle: il concevra des activités en fonction du genre et du groupe d'âge pour remédier aux carences en micronutriments, à la dénutrition, au surpoids et à l'obésité parmi les groupes vulnérables et continuera de fournir des aliments nutritifs spécialisés pour les enfants de 6 à 59 mois, les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées et les personnes vivant avec le VIH/sida et/ou la tuberculose. Ces dispositions pourront être étendues à d'autres programmes de protection sociale tels que celui qui est mis en œuvre par l'INAIFI. Les possibilités offertes de transférer les responsabilités relatives à la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés de manière durable seront étudiées avec le Gouvernement.
78. Aux fins du renforcement des capacités institutionnelles, le PAM prêtera une assistance technique au Cabinet chargé de la politique sociale, au Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale, ainsi qu'à l'INAIFI et l'INABIE.

79. Le PAM renforcera les capacités des professionnels de la santé, de l'éducation et de la protection sociale grâce à des formations spécialisées en matière de nutrition, de problématique femmes-hommes et de sécurité alimentaire. L'initiation à la nutrition destinée aux groupes et aux ménages les plus vulnérables sur le plan nutritionnel qui vivent avec le VIH/sida s'accompagnera d'activités centrées sur les potagers urbains et sur les conseils en matière de nutrition, qui seront mises en œuvre en collaboration avec le Service national de santé, le Ministère de l'agriculture, les réseaux de personnes vivant avec le VIH et le Conseil national pour le VIH/sida.
80. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec le Gouvernement, le secteur privé, le milieu universitaire, la société civile et d'autres organismes des Nations Unies afin de produire des données actualisées, ventilées par sexe, par âge et par zone géographique, avec pour double objectif d'éclairer la prise de décisions visant à optimiser l'impact des interventions nutritionnelles et d'améliorer la conception et la mise en œuvre des interventions existantes. Entre autres activités, on aidera les détaillants à accroître leur stock de produits nutritifs, à des prix plus avantageux, au profit des segments vulnérables de la population.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2023, les systèmes nationaux et locaux sont renforcés et coordonnés, améliorant ainsi la résilience face aux chocs, l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe parmi les populations vulnérables

81. Le PAM continuera de fournir une assistance technique aux institutions nationales et locales en matière de réduction des risques de catastrophe, de financement fondé sur les prévisions, d'adaptation au changement climatique, ainsi que de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Le PAM contribuera au renforcement des capacités de gestion de la chaîne d'approvisionnement au niveau national, à l'appui des interventions d'urgence.
82. Dans le cadre de ses partenariats avec la Commission nationale pour les opérations d'urgence et le dispositif de protection sociale, le PAM continuera à promouvoir des stratégies intégrées et à renforcer les liens entre la protection sociale et la réduction des risques de catastrophe. Sur la base du consensus entre les divers acteurs du système national de gestion des risques de catastrophe, tout en prenant la mesure des capacités dont disposent les secteurs de l'intervention d'urgence et de la protection sociale, le PAM contribuera au renforcement des structures de protection sociale au moyen d'outils et de protocoles tenant compte de la problématique femmes-hommes, qui permettront d'avoir recours à des approches novatrices, qu'il s'agisse de la préparation aux situations d'urgence, des interventions en cas de crise ou du redressement rapide.
83. L'effet direct stratégique 3 contribuera à l'accomplissement du résultat stratégique 5 du PAM et de la cible 9 de l'ODD 17. Il est conforme aux cibles 4.2.1 et 4.3.1 du quatrième axe de la stratégie nationale de développement pour 2012-2030, "Instaurer une société où la production et la consommation se fondent sur le respect de l'environnement et où les populations sont en mesure de s'adapter au changement climatique". Il contribuera aussi aux axes 1, 2, 3, 4, 5, et 7 du plan par étapes national pour la réalisation de l'ODD 2 et facilitera la réalisation des ODD 1, 5, 6, 11, 13 et 15. Il est aligné sur les buts et objectifs du Cadre de Sendai.

Domaines d'action privilégiés

84. L'effet direct stratégique 3 est axé sur le renforcement de la résilience, afin que les populations vulnérables et le Gouvernement soient en mesure de faire face au changement climatique et aux catastrophes: pour ce faire, on s'appuiera sur des mécanismes de financement fondés sur les prévisions et on cherchera à rendre durables la sécurité alimentaire et le développement local.

Produits escomptés

85. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations exposées à des événements dommageables (bénéficiaires de niveau 3) tirent parti des cadres juridiques, des politiques, des institutions et des programmes de protection sociale portant sur la réduction des risques de catastrophe et sur l'adaptation au changement climatique, qui contribuent à réduire l'incidence négative des situations d'urgence sur la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable.

Activités essentielles

Activité 3. Fournir une assistance technique, promouvoir la production de données factuelles et appuyer les stratégies de sensibilisation relatives à la gestion des risques de catastrophe, à la préparation aux situations d'urgence et interventions en cas de crise, ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique, à l'intention des institutions et des communautés vulnérables (catégorie d'activité: 9; modalité: renforcement des capacités)

86. Le PAM fournira une assistance technique axée sur la sécurité alimentaire au Gouvernement et aux premiers intervenants sur le terrain, tels que la Croix-Rouge dominicaine, afin d'améliorer la préparation aux situations d'urgence, de renforcer les capacités en matière de réduction des risques et d'apporter une assistance humanitaire aux populations touchées par un choc. On se concentrera sur deux activités subsidiaires:
- Améliorer l'analyse des situations et des risques liés au climat – notamment en les différenciant selon le genre et l'âge – afin d'appuyer la prise de décisions et de renforcer les capacités nationales et locales en matière d'alerte rapide, de chaîne d'approvisionnement, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience.
 - Élaborer des stratégies détaillées de réduction des risques de catastrophe et de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes, pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables dans une optique de prévention et d'intervention.
87. Le PAM tirera également parti des mesures de préparation aux situations d'urgence qui existent déjà, comme les accords conclus avec des supermarchés locaux, qui se tiennent prêts à fournir des assortiments alimentaires de survie, et avec le Gouvernement, pour l'activation de transferts de type monétaire en utilisant le système public de protection sociale et de transfert d'espèces.
88. Le PAM continuera d'aider les institutions nationales et locales à renforcer leurs capacités en matière de réduction des risques de catastrophe, de financement fondé sur les prévisions, ainsi que de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise à tous les niveaux, notamment les autorités locales et les entités communautaires. Il s'appuiera en outre sur des projets pilotes novateurs pour assurer des livraisons à l'aide de drones, renforcer la participation du secteur privé aux activités liées à la préparation aux situations d'urgence et à l'intervention en cas de crise, mais aussi améliorer la chaîne d'approvisionnement et renforcer les capacités locales de ciblage pour recenser les populations vulnérables et leur fournir une assistance. Le PAM encouragera la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au titre de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise, de la collecte de données factuelles, du suivi et de l'alerte rapide, afin que les interventions soient déclenchées le plus tôt possible.

89. Les institutions nationales ont démontré qu'elles étaient en mesure de répondre aux situations d'urgence nationales et de fournir un appui aux États des Caraïbes voisins. Traditionnellement, le pays sert de base logistique pour les opérations de la communauté humanitaire en Haïti, aussi le Gouvernement est-il désireux de renforcer la chaîne d'approvisionnement mobilisée à cette fin. En coordination avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le PAM fournira au Gouvernement et à la Croix-Rouge dominicaine une assistance technique pour la gestion des chaînes d'approvisionnement et d'un pôle humanitaire national: ainsi, pour garantir l'efficacité des interventions et de l'assistance, il assurera des formations, réalisera des évaluations, instaurera des modes opératoires normalisés et fournira des outils pour la prise de décisions liées à la chaîne d'approvisionnement. Le PAM appuiera l'action menée par le Gouvernement pour améliorer les méthodes de gestion après récolte, de manutention, d'entreposage et de maintien de stocks minimaux au niveau local et dans les ménages pour garantir des disponibilités alimentaires à la suite d'un choc, en appliquant les principes du financement fondé sur les prévisions.
90. Avec la FAO, le FIDA, des organisations non gouvernementales (ONG) et des partenaires locaux, le PAM poursuivra le développement d'initiatives conjointes axées sur le renforcement de la résilience et l'adaptation au changement climatique, et en même temps sur le développement durable et la sécurité alimentaire à l'échelle locale. Il continuera d'agir à trois niveaux et de contribuer à la planification, à la prise de décisions en connaissance de cause et à l'élaboration de propositions conjointes, en particulier dans les zones rurales, de sorte que les femmes et les hommes en bénéficient équitablement. Il agira aussi en faveur d'une augmentation de la productivité, de l'adaptation au changement climatique et de la mise en relation des petites productrices et d'autres populations vulnérables au niveau local avec les marchés.
91. Le PAM renforcera les capacités des parties prenantes responsables de la réduction des risques de catastrophe et de la protection sociale ainsi que leur coordination au moyen de simulations de situations d'urgence et d'activités axées sur les enseignements à tirer, de la collecte de données factuelles et de l'élaboration de stratégies intégrées en faveur des populations vulnérables. S'agissant des systèmes d'alerte rapide, on mènera des activités axées sur le financement fondé sur les prévisions. Enfin, on établira des modes opératoires normalisés visant à accélérer l'intervention des pouvoirs publics et des communautés en cas d'inondation ou de sécheresse.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

92. Le Gouvernement de la République dominicaine est un partenaire et un donateur du PAM. Il devra encore lever des obstacles non négligeables pour atteindre l'objectif Faim zéro en 2030 et il voit dans le PAM un partenaire stratégique avec lequel rechercher des solutions à long terme contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition persistantes. L'asymétrie dans la répartition des revenus reflète des difficultés et des inégalités structurelles; il est donc crucial de promouvoir des politiques et des processus de développement équitables, inclusifs et durables. Les stratégies de transfert de responsabilités et de retrait seront étudiées avec le Gouvernement et seront prises en considération lors de l'évaluation du plan stratégique de pays qui sera réalisée en 2022. Les stratégies de retrait seront déclenchées une fois que les vulnérabilités et les inégalités qui freinent la réalisation de la sécurité alimentaire auront été durablement surmontées.

93. En coordination avec le Gouvernement, le PAM favorisera une combinaison d'activités – distribution directe de produits alimentaires nutritifs spécialisés, action menée sur le plan politique, renforcement des capacités et appui technique – conformément à son approche en matière d'assistance aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Le Gouvernement ne doute pas que l'action du PAM, son exigence de qualité et son appui spécialisé se traduiront par un renforcement des capacités existantes et par une intensification des efforts déployés en faveur du développement durable. L'égalité des genres étant une condition préalable à l'élimination de la faim et à l'accomplissement de tous les autres ODD, le PAM encouragera les approches visant à faire évoluer les relations entre hommes et femmes. Le PAM jouera principalement un rôle d'accompagnement à divers titres – collecte de données factuelles, modulation des ressources allouées aux interventions, gestion des connaissances, adoption de nouveaux outils, enseignements à tirer et transfert de responsabilités.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

94. Le PAM a estimé le nombre de bénéficiaires pour chaque effet direct stratégique et chaque activité, sachant qu'une grande partie d'entre eux est susceptible de bénéficier de plusieurs effets directs stratégiques ou activités:
- *Effet direct stratégique 1*: 2,8 millions de bénéficiaires (niveau 3), notamment des femmes, des enfants et des adolescents, des personnes vivant avec le VIH, des personnes sous-alimentées, des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, des ménages dirigés par une femme, des petits exploitants, des migrants, des réfugiés, des sans papiers (principalement des Haïtiens) et des personnes âgées.
 - *Effet direct stratégique 2*: 300 000 bénéficiaires (niveau 1). Les bénéficiaires des interventions nutritionnelles seront les groupes de population vulnérables ciblés par les principaux programmes de protection sociale du Gouvernement, les enfants de moins de 5 ans (45 000 filles et 45 000 garçons), les personnes vivant avec le VIH/sida (2 000 femmes), les femmes et les filles en âge de procréer, les filles (30 000) et les femmes (20 000) enceintes et allaitantes vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté, les personnes âgées (25 000), les adolescents (13 000) et les adolescentes (20 000), ainsi que les personnes handicapées. Par ailleurs, 20 000 agents des services de protection sociale et professionnels de la santé recevront une formation.
 - *Effet direct stratégique 3*: 2,5 millions de personnes (niveau 3) qui sont exposées ou fortement exposées à l'insécurité alimentaire, aux effets du changement climatique et aux catastrophes bénéficieront du renforcement des capacités des institutions œuvrant dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe et de la protection sociale⁶⁰.

⁶⁰ D'après l'analyse intégrée du contexte pour la République dominicaine de 2017.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)^a						
Effet direct stratégique	Activités	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1. Appui institutionnel à la sécurité alimentaire et à la nutrition	900 000	800 000	600 000	500 000	2 800 000^b
2	2. Amélioration de l'état nutritionnel des groupes vulnérables	65 000	58 000	52 000	25 000	300 000^c
3	3. Renforcement des capacités à l'appui de la résilience, de la réduction des risques de catastrophe et de l'agriculture intelligente face au climat	550 000	550 000	600 000	600 000	2 300 000^d
Total^e		1 037 500	937 500	951 000	450 000	3 376 000

^a Les filles et les garçons sont des bénéficiaires âgés de moins de 18 ans.

^b Bénéficiaires de niveau 3; le bureau de pays estime que 25 pour cent de la population de la République dominicaine bénéficiera indirectement des stratégies de communication et de sensibilisation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. En outre, le système éducatif public compte 2 millions d'élèves et 2,6 millions de personnes bénéficiant du programme PROSOLI sous la forme de transferts de type monétaire assortis de conditions.

^c 200 000 bénéficiaires de niveau 1 et 100 000 bénéficiaires de niveau 2.

^d Bénéficiaires de niveau 3; d'après l'analyse intégrée du contexte réalisée en 2017, 2,3 millions de personnes vivent soit dans des zones où la récurrence des chocs naturels est moyenne ou fréquente et où l'insécurité alimentaire sévit fréquemment, soit dans des zones où l'insécurité alimentaire est modérée mais qui sont exposées à des chocs d'origine climatique fréquents et de forte intensité.

^e À l'exclusion des chevauchements; tous les bénéficiaires de l'effet direct stratégique 2 et 75 pour cent des bénéficiaires de l'effet direct stratégique 3 bénéficieront aussi de l'effet direct stratégique 1.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
	Effet direct stratégique 2			
	Activité 2			
Type de bénéficiaire	Enfants âgés de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Personnes âgées	
Modalité	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	
SuperCereal (MIXCSB)			100	100
SuperCereal Plus (MIXCSB)		100		
Micronutriments en poudre	1			
Total kcal/jour	0	410	380	380
%/kcal d'origine protéique	0	16	14	14
Nombre de jours d'alimentation par an	120	90	120	60

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type d'aliment / transfert de type monétaire	Total (tonnes)	Total (dollars)
MIXCSB - SuperCereal et SuperCereal Plus	2 343	1 565 522
Micronutriments en poudre	47	869 497
Total (produits alimentaires)	2 390	2 435 020
Transferts de type monétaire	-	-
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	2 390	2 435 020

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

95. Afin de renforcer les capacités dans le cadre des deux principaux programmes de protection sociale (PROSOLI et le programme d'alimentation scolaire), le PAM vise à améliorer la cohérence et la coordination des politiques de protection sociale et à promouvoir l'inclusion des populations les plus vulnérables. L'enrichissement du riz et l'amélioration des capacités des détaillants, ainsi que des prix qu'ils pratiquent, facilitera l'accès aux aliments, au profit de la majorité des habitants. Cette action contribuera aux mesures qui sont prises pour obtenir un changement structurel et réaliser l'ODD 2.
96. Les activités liées aux trois effets directs stratégiques seront axées sur le renforcement des capacités aux titres suivants: élaboration des politiques, application du principe de responsabilité à l'échelle institutionnelle, inclusion des secteurs marginalisés et des populations les plus vulnérables, égalité des genres, planification et financement stratégiques, élaboration de programmes fondés sur des données factuelles et mobilisation d'acteurs non étatiques. Le PAM coopérera avec les parties prenantes locales aux fins du renforcement des capacités en matière de recherche, de sensibilisation et de communication, avec pour objectifs de peser sur les décideurs et de susciter des changements de comportement se traduisant par des habitudes alimentaires plus saines.
97. Avec les autorités locales et les communautés vulnérables, le PAM travaillera à la conception, à la planification et à la mise en œuvre d'initiatives locales, reposant notamment sur des approches multisectorielles propres à faire évoluer les relations entre les hommes et les femmes, qui combinent la nutrition, la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et l'intervention en cas de crise. Le PAM appuiera des solutions intégrées axées sur la lutte contre la faim au niveau local et fera connaître les enseignements tirés et les meilleures pratiques au niveau national.
98. En collaboration avec le Gouvernement, les donateurs et d'autres organismes des Nations Unies, le PAM recensera les meilleures pratiques employées et les expériences fructueuses menées dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la protection sociale et de la réduction des risques de catastrophe, susceptibles d'être mises à profit par d'autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Les données d'expérience en matière de réduction des risques de catastrophes qui sont échangées avec Cuba et Haïti pourraient l'être avec d'autres pays des Caraïbes, avec le concours du Bureau régional de Panama. On encouragera également la coopération Sud-Sud avec le Chili et la Colombie en matière de politiques de protection sociale et de nutrition.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

99. Tous les aliments nutritifs spécialisés visés dans l'activité 2 seront achetés sur le marché international et transportés jusqu'à un entrepôt central géré par le PAM. Celui-ci livre les produits aux divers sites de distribution dans le pays. Il faudra entre autres renforcer les capacités du Gouvernement, en tant que partenaire d'exécution, afin de surmonter les difficultés liées à la gestion des stocks, au respect des dates de péremption de ces aliments et au renouvellement des stocks. On continuera d'examiner les possibilités offertes de produire localement des aliments de qualité et de vendre des aliments nutritifs spécialisés sur les marchés locaux.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

100. Le Bureau du PAM en République dominicaine ne compte que trois fonctionnaires titulaires d'un contrat de durée déterminée, dont un fonctionnaire recruté sur le plan international. En dépit de ressources humaines et financières limitées, il prévoit de continuer à apporter un appui pertinent en obtenant des résultats qui lui permettront de prêter assistance aux pouvoirs publics pour que les objectifs définis pour le pays au titre de l'ODD 2 soient atteints.
101. Le bureau de pays conservera la même taille. La dotation en personnel et compétences requises seront réexaminés pour que le présent PSP soit exécuté de façon satisfaisante. Une unité d'appui continuera d'assurer la gestion des ressources et d'autres services pour le bureau.
102. Le PAM élaborera un plan pour aider le personnel à s'adapter au nouveau PSP et à travailler en fonction des nouvelles orientations qui y sont définies. Au moyen d'une formation, ses compétences seront développées aux titres suivants: gestion des ressources, problématique femmes-hommes, communication, sensibilisation, stratégies destinées à faire évoluer les comportements, gestion des évaluations, partenariats extérieurs et moyens d'action pour peser sur les politiques.

4.5 Partenariats

103. Au titre de l'effet direct stratégique 1, et dans le cadre du mouvement pour l'élimination de la faim, le PAM collaborera avec les institutions gouvernementales, les universités publiques et privées, la société civile, les organisations confessionnelles et les représentants du secteur privé. Le mouvement encouragera l'action de sensibilisation, la communication, la bonne gouvernance et la production de connaissances à l'appui de l'élimination de la faim. Le Ministère de la femme sera un partenaire clé, tant pour le mouvement que pour la réalisation des autres effets directs stratégiques décrits dans le présent PSP.
104. Le PAM travaillera aussi avec le Ministère de l'éducation et l'INABIE à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie nationale de communication et d'éducation en faveur de changements de comportement susceptibles de conduire à l'adoption d'habitudes alimentaires plus saines. La FAO sera invitée à apporter son concours.
105. Le PAM continuera d'œuvrer pour l'enrichissement du riz avec le Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale, le Ministère de l'agriculture et le secteur privé.
106. Un mémorandum d'accord conclu avec *Sanar una Nación* (Guérir une nation), la fondation privée la plus importante du pays dans le domaine de la sécurité alimentaire, servira de point de départ pour l'approfondissement des relations entre le PAM et le secteur privé et à l'élargissement de ses partenariats, à l'appui du mouvement pour l'élimination de la faim.
107. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM continuera de collaborer étroitement avec ses principaux interlocuteurs en matière de protection sociale pour la mise en œuvre d'interventions de protection sociale à dimension nutritionnelle dans le cadre de PROSOLI, le plus vaste programme de protection sociale du pays. Le Bureau du Vice-Président a réaffirmé le rôle essentiel du PAM en tant que partenaire dans la lutte contre la malnutrition.

- Le PAM fournira aussi une assistance technique pour la conception et la mise en œuvre d'activités d'éducation nutritionnelle propres à transformer les relations entre hommes et femmes, au titre des effets directs stratégiques 1 et 2. Ce modèle de collaboration pourra être étendu à d'autres entités œuvrant pour la protection sociale, telles que l'INAIPI et le CEED.
108. Au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM continuera de travailler avec le système national pour la prévention et l'atténuation des risques de catastrophe et les interventions en cas de crise, et plus particulièrement avec la Commission nationale pour les urgences et le Centre national pour les opérations d'urgence, pour renforcer les capacités nationales en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Le PAM contribuera à la conception de modes opératoires normalisés pour l'action rapide fondée sur les prévisions et pour l'adoption de mesures de préparation et de prévention ayant pour objet d'améliorer la résilience face aux chocs climatiques et aux catastrophes. On encouragera les synergies et les stratégies communes avec le dispositif de protection sociale, pour une réactivité accrue en cas de choc, et on tirera profit des partenariats que le PAM entretient de longue date avec les organismes gouvernementaux compétents.
 109. Le PAM continuera de collaborer étroitement avec le Ministère de la Présidence, la Croix-Rouge dominicaine et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-rouge, aux fins de l'établissement d'un dépôt humanitaire national susceptible d'être utilisé par des ONG nationales et internationales. Le PAM fournira également une assistance technique au titre du Plan d'aide sociale du Président, pour renforcer la chaîne d'approvisionnement qui y est associée pour les interventions d'urgence ainsi que les capacités de planification en la matière.
 110. L'approche du PAM fondée sur la participation de l'ensemble de la société impliquera une action de sensibilisation menée avec détermination auprès de la société civile, au titre de l'effet direct stratégique 3, avec pour objectif d'améliorer la résilience, la préparation aux situations d'urgence et les interventions à mener en cas de crise, dans l'optique de l'ODD 2. Avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le PAM mettra en œuvre un projet pilote visant le renforcement des capacités de la Croix-Rouge dominicaine, qui se concentrera sur les capacités en matière de chaîne d'approvisionnement et d'intervention en cas de crise et sur l'inclusion de critères en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Le PAM travaillera en partenariat avec Oxfam et Plan International dans le cadre d'un collectif financé par la direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes et coordonné par la FAO, qui a pour mission d'améliorer les capacités et la résilience face au risque de sécheresse.
 111. Dans le cadre du Programme 2030 et du PNUAD, et compte tenu des objectifs stratégiques énoncés dans le présent PSP, les organismes ayant leur siège à Rome intensifieront leurs efforts conjoints en matière de renforcement de la résilience et de développement local durable, ainsi que leurs efforts pour promouvoir l'égalité des genres, la sécurité alimentaire et une bonne nutrition, conformément au plan par étapes relatif à l'ODD 2 et à la loi relative à la souveraineté nationale et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'UNICEF et la Banque mondiale travailleront aussi en partenariat aux fins de la réduction des risques de catastrophe, du renforcement de la résilience et pour rendre le système de protection sociale plus réactif en cas de choc. Le PAM et l'UNICEF collaboreront activement à la promotion d'interventions d'urgence tenant compte des questions nutritionnelles.

112. Le PAM favorisera les partenariats stratégiques avec les parties prenantes spécialisées dans le changement climatique, qu'il s'agisse d'organismes gouvernementaux, d'ONG, de donateurs, d'organismes des Nations Unies ou d'universités et envisagera d'établir des programmes de collaboration bilatérale avec Haïti. La création de collectifs et d'alliances avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, à l'appui de solutions de financement vert de long terme, sera particulièrement encouragée.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

113. Le bureau de pays appliquera les principes de mise en jeu de la responsabilité et de la transparence et s'attachera à produire des données factuelles sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés à l'appui de l'action qu'il mène. Le PAM consignera et présentera les progrès accomplis vers le renforcement des capacités et l'élimination de la malnutrition conformément aux effets directs stratégiques énoncés dans le présent PSP. Un fonctionnaire à plein temps chargé du suivi et de l'évaluation coordonnera la mesure des progrès, des résultats et des effets.
114. Les produits des activités seront suivis au moyen de l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace (COMET). La détermination des capacités à des périodes diverses et la mesure des effets directs des activités de renforcement des capacités seront effectuées au moyen du score de capacité Faim zéro s'agissant des effets directs stratégiques 1 et 3, et l'indice des capacités de préparation aux situations d'urgence sera calculé pour ce qui est de l'effet direct stratégique 3. En collaboration avec ses partenaires, le PAM suivra les progrès accomplis vers la réalisation de l'effet direct stratégique 2 en utilisant des indicateurs d'effets directs quantitatifs et qualitatifs et favorisera un suivi attentif à la problématique femmes-hommes. Pour éclairer la conception des programmes, le PAM travaillera en étroite collaboration avec le Gouvernement afin de renforcer les capacités et les systèmes nationaux de suivi et d'évaluation et renforcera les protocoles relatifs au suivi des programmes, les systèmes de surveillance de la nutrition et la collecte de données sur la mise en œuvre des projets.
115. En 2022, le présent PSP fera l'objet d'une évaluation indépendante sous la direction du Bureau de l'évaluation, l'objectif étant de satisfaire aux obligations redditionnelles concernant la performance et les résultats de l'ensemble du portefeuille de pays du PAM et de contribuer à définir l'orientation des futurs programmes stratégiques. Fin 2020, une évaluation décentralisée de l'activité 2, qui sera fonction des demandes des parties prenantes, portera sur la disponibilité des données ainsi que sur les besoins en matière de données factuelles et d'apprentissage. Cette évaluation décentralisée sera réalisée conjointement avec le Gouvernement. Par ailleurs, un examen à mi-parcours sera mené en 2021.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

116. La République dominicaine étant classée parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les opérations du PAM pourraient bénéficier d'un financement moindre, notamment de la part du Gouvernement, qui est le principal donateur. Le bureau de pays s'efforcera d'élargir et de diversifier sa base de donateurs, d'obtenir l'accroissement de la contribution financière du Gouvernement et l'intensification de la coopération Sud-Sud. On envisagera aussi de forger de nouveaux collectifs et partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies.

117. Le pays est l'un des plus vulnérables au monde face aux catastrophes et au changement climatique. Une urgence majeure dépassant les capacités du pays pourrait se produire durant la période de mise en œuvre du présent PSP. Le PAM continuera d'aider le Gouvernement et d'autres parties prenantes publiques et privées à renforcer leurs capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise et travaillera également à l'amélioration de ses propres capacités. Si une crise dépassait les capacités du Gouvernement, le PAM réviserait le présent PSP (sous réserve de l'approbation du Conseil, en tant que de besoin), afin de déterminer un effet direct stratégique adapté à la nécessité de faire face à la crise.
118. La violence et les inégalités fondées sur le genre pourraient entraver l'inclusion effective et équitable des femmes comme des hommes dans les activités menées au titre présent du PSP et aboutir à ce que l'ensemble des cibles relatives aux produits et effets directs escomptés ne soit pas atteint. Pour lutter contre l'inégalité de genre, toutes les activités mettront l'accent sur l'inclusion des femmes, le nombre de celles qui sont concernées par les activités menées au titre des effets directs stratégiques 1 et 2 étant légèrement plus élevé. Par ailleurs, les activités seront conçues en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons et dans le souci d'assurer la promotion d'une conception moderne de la masculinité.

Risques opérationnels

119. Il existe un risque modéré à minime que les agents gouvernementaux ne respectent pas le calendrier auquel ils se sont engagés pour les distributions d'aliments nutritifs spécialisés et dépassent ainsi les dates de péremption des produits. En guise de mesure d'atténuation, le PAM effectuera régulièrement des missions périodiques de suivi sur le terrain afin de déterminer des solutions adaptées en temps voulu et tiendra des sessions de formation périodique en plus des réunions de coordination au niveau provincial, régional et national. Il existe un risque minime de rupture de filière pour le SuperCereal Plus et le SuperCereal, en raison de retards dans les achats internationaux de ces produits et de leur arrivée tardive sur les sites de distribution. Dans le but de maîtriser ce risque, le PAM établira des plans de distribution et établira les contrats de transport avant l'arrivée de SuperCereal Plus et de SuperCereal dans le pays.
120. Il existe un risque minimal de mauvaise gestion des ressources financières ou de la chaîne d'approvisionnement. Le PAM examine régulièrement ses procédures internes et demande l'appui du bureau régional, en tant que de besoin, afin de renforcer son système de suivi et de détecter toute anomalie, mettant immédiatement en œuvre les mesures correctives qui s'imposent.

Risques fiduciaires

121. En République dominicaine, les délinquants ont de plus en plus recours à la violence et aux armes. Le PAM travaille avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies pour veiller à la sécurité du personnel, au respect des normes minimales de sécurité opérationnelle et à la stricte application des protocoles de sécurité. Le Département de la sûreté et de la sécurité a attribué au pays un niveau de sécurité de 2 (faible). Le bureau de pays est doté d'un responsable de la sécurité.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (<i>en dollars</i>)						
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
1	294 526	279 094	257 928	267 145	210 230	1 308 923
2	1 629 186	1 698 523	1 339 134	1 425 470	939 480	7 031 794
3	698 088	653 214	482 892			1 834 194
Total	2 621 800	2 630 831	2 079 954	1 692 615	1 149 710	10 174 911

6.2 Perspectives de financement

122. Le rapide essor de l'économie de la République dominicaine explique que l'intérêt manifesté par les donateurs à l'égard de ce pays, comme de la plupart des pays de la région, ait sensiblement faibli entre 1995 et 2010; le montant des dons est ainsi passé, proportionnellement, de 0,8 pour cent à 0,4 pour cent du PIB, et il est probable qu'il va diminuer de moitié d'ici à 2025. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux tendent à accorder la priorité à l'aide publique au développement par le truchement des institutions gouvernementales et des ONG locales, ce qui laisse peu de place aux organisations internationales. Le principe de la responsabilité sociale des entreprises du secteur privé émerge progressivement dans le pays et se traduit par une participation plus dynamique aux débats sociaux, surtout en rapport avec l'éducation, la santé et l'environnement.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

123. Le principal partenaire fournisseur de ressources du PAM en République dominicaine est le Gouvernement, par l'entremise du Bureau du Vice-Président. Ces trois dernières années, le PAM a également reçu des fonds de donateurs internationaux traditionnels pour des activités axées sur la résilience, la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise, l'alerte rapide et la réduction des risques de catastrophe. Le PAM s'efforcera de mobiliser des ressources financières pour la mise en œuvre d'activités visant à promouvoir l'égalité des genres.

124. Le bureau de pays a élaboré un plan d'action en matière de partenariat dans lequel sont décrits le positionnement du PAM et les possibilités qui s'offrent à lui. Le PAM cherchera à développer les partenariats existants, à en forger de nouveaux, et sollicitera de nouveaux types de donateurs. À cette fin, il expérimentera de nouveaux instruments financiers, renforcera la coordination et recherchera des synergies avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, des donateurs non traditionnels, des institutions financières internationales, des organisations de la société civile et le secteur privé. Par ailleurs, il élaborera une stratégie de communication et de visibilité pour mettre plus en relief les enjeux associés à l'ODD 2.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE (2019-2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2023, l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables s'améliore

Catégorie d'effet direct
correspondante: amélioration
de la consommation de
produits alimentaires de
qualité et riches en nutriments
chez les personnes ciblées

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
causes profondes

Hypothèses

Les engagements financiers et de partenariat pris pour mettre en œuvre les stratégies de protection sociale et de promotion de la nutrition restent inchangés.

La nutrition demeurant une priorité pour les acteurs de la protection sociale et de la santé, ils maintiennent leur engagement et leur volonté politique en faveur d'interventions nutritionnelles et de meilleurs résultats.

La chaîne d'approvisionnement internationale d'aliments nutritifs spécialisés continue de fonctionner sur une base régulière.

Les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel qui bénéficient du programme de filets de protection sociale dans le cadre de la composante santé conditionnelle s'acquittent de leur responsabilité en se rendant à des consultations médicales pour surveiller leur état nutritionnel.

Aucune catastrophe majeure ne se produit, dépassant les capacités des pays et entraînant un retard dans les interventions.

Un climat de stabilité politique, économique et sociale est maintenu, ce qui permet de poursuivre les travaux dans des conditions de sécurité dans tout le pays.

Le PAM conserve son statut stratégique de partenaire fiable pour la mise en œuvre de stratégies visant à atteindre l'objectif Faim zéro.

Indicateurs d'effet direct

Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans (indice taille/âge en %)

Proportion de bénéficiaires qui se souviennent d'un message clé sur la nutrition et le mettent en pratique

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits**2. Appuyer les programmes de santé publique et de protection sociale afin d'assurer la mise en œuvre, selon une approche fondée sur les droits de l'homme, des stratégies et des systèmes intégrés qui visent à améliorer l'état nutritionnel des populations susceptibles d'être touchées par la malnutrition à différents stades du cycle de vie (catégorie d'activité: 6; modalités: transfert de produits alimentaires; renforcement des capacités) (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les enfants de 6 à 59 mois, les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes âgées exposés au risque de malnutrition (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent des aliments nutritifs spécialisés dans le cadre des programmes nationaux de santé publique et de protection sociale visant à améliorer l'état nutritionnel (B: Aliments nutritifs fournis)

Les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel – à divers stades du cycle de vie – et les personnes vivant avec le VIH et/ou la tuberculose (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit du renforcement des services, des systèmes de surveillance nutritionnelle et des programmes destinés à améliorer l'état nutritionnel (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel (bénéficiaires de niveau 2) bénéficient des conseils et de l'éducation en matière de nutrition qui sont dispensés dans le cadre des programmes nationaux de santé publique et de protection sociale qui visent à améliorer les connaissances en matière de nutrition et à promouvoir de bonnes habitudes alimentaires (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD**Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD****Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD**

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2023, les organisations de la société civile et les institutions publiques et privées de République dominicaine sont consolidées, sont en mesure d'agir en coordination et de régler les problèmes auxquels se heurtent les populations les plus vulnérables dans l'optique de l'élimination de la faim

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié:
causes profondes

Hypothèses

Les engagements institutionnels et politiques liés à la mise en œuvre de la feuille de route pour la réalisation de l'ODD 2 restent inchangés.

Les principales parties prenantes de l'initiative Faim zéro restent déterminées à promouvoir des changements de comportement favorables à l'adoption d'habitudes alimentaires saines.

Les parties prenantes nationales continuent d'avoir intérêt à améliorer la coordination et à promouvoir des stratégies globales et inclusives pour atteindre l'objectif Faim zéro.

Il n'y a pas de conflits économiques, politiques ou sociaux graves qui entravent les efforts visant à autonomiser les groupes de population les plus vulnérables.

Aucune catastrophe majeure ne se produit, dépassant les capacités des pays et entraînant un retard dans les interventions.

Un climat de stabilité politique, économique et sociale est maintenu, ce qui permet de poursuivre les travaux dans des conditions de sécurité dans tout le pays.

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

1. Apporter une assistance technique au Gouvernement, à la société civile, au secteur privé, aux établissements universitaires et aux entités sociales afin de créer une alliance nationale inclusive et coordonnée, de renforcer le cadre juridique et d'élaborer des politiques, des stratégies de communication et des programmes axés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition (Catégorie d'activité: 9; modalité: renforcement des capacités). (Renforcement des capacités institutionnelles)

La population de la République dominicaine (bénéficiaires de niveau 3) tire parti de la consolidation et du renforcement de la cohésion des institutions, du cadre juridique, des politiques et des programmes visant à améliorer les habitudes alimentaires et à répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les groupes vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent parti d'une mobilisation sociale multipartite et sans exclusive, à l'échelle nationale, qui se traduit par une démarche de sensibilisation plus affirmée et favorise l'établissement de plateformes interinstitutionnelles de coordination et la mise en œuvre de stratégies de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements, aux fins de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2023, les systèmes nationaux et locaux sont renforcés et coordonnés, améliorant ainsi la résilience face aux chocs, l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe parmi les populations vulnérables

Catégorie d'effet direct correspondante: renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Étant donné que les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe demeurent une priorité pour les parties prenantes nationales, celles-ci maintiennent leur engagement et leur volonté politique en faveur d'activités de renforcement de la résilience et de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et obtiennent de meilleurs résultats.

Les groupes particulièrement vulnérables aux chocs naturels, y compris ceux liés au changement climatique, restent déterminés à améliorer leur résilience.

Aucune catastrophe majeure ne se produit, dépassant les capacités des pays et entraînant un retard dans les interventions.

Un climat de stabilité politique, économique et sociale est maintenu, ce qui permet de poursuivre les travaux dans des conditions de sécurité dans tout le pays.

Le Gouvernement et le secteur privé maintiennent leur volonté et continuent de soutenir les initiatives de protection sociale réactives face aux chocs.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

3. Fournir une assistance technique, promouvoir la production de données factuelles et appuyer les stratégies de sensibilisation relatives à la gestion des risques de catastrophe, à la préparation aux situations d'urgence et interventions en cas de crise, ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique, à l'intention des institutions et des communautés vulnérables (catégorie d'activité: 9; modalité – renforcement des capacités) (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations exposées à des événements dommageables (bénéficiaires de niveau 3) tirent parti des cadres juridiques, des politiques, des institutions et des programmes de protection sociale portant sur la réduction des risques de catastrophe et sur l'adaptation au changement climatique, qui contribuent à réduire l'incidence négative des situations d'urgence sur la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et par type d'activité

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)				
	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	Causes profondes	Résilience	
Transfert	731 106	4 535 029	1 308 548	6 574 683
Mise en œuvre	354 137	1 310 387	291 486	1 956 010
Coûts d'appui directs ajustés	143 793	757 208	122 214	1 023 214
Total partiel	1 229 036	6 602 623	1 722 248	9 553 907
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	79 887	429 171	111 946	621 004
Total	1 308 923	7 031 794	1 834 194	10 174 911

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CEED	<i>Comedores Económicos del Estado Dominicano</i> (autorité nationale des cantines publiques)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
INABIE	<i>Instituto Nacional de Bienestar Estudiantil</i> (Institut national pour la protection sociale des étudiants)
INAIPI	<i>Instituto Nacional de Atención Integral a la Primera Infancia</i> (Institut national pour le développement de la petite enfance)
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PROSOLI	<i>Progresando con Solidaridad</i> (le progrès dans la solidarité)
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance